

Cahiers pour l'histoire de la recherche 1

Auteur(s) : CNRS

[Voir la transcription de cet item](#)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

71 Fichier(s)

Les mots clés

[BIDAULT Ghislaine, Curien Hubert \(1924-2005\)](#)

Les relations du document

Collection Cahiers pour l'histoire de la recherche

Ce document est en lien avec :

[Cahiers pour l'histoire de la recherche 2](#) 

[Cahiers pour l'histoire de la recherche 3](#) 

[Afficher la visualisation des relations de la notice.](#)

Citer cette page

CNRS, Cahiers pour l'histoire de la recherche 1, 1993

Valérie Burgos, Comité pour l'histoire du CNRS & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-Sorbonne Nouvelle-ENS)

Consulté le 12/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/ComiteHistoireCNRS/items/show/174>

Présentation

Date(s)1993

Mentions légalesFiche : Comité pour l'histoire du CNRS ; projet EMAN Thalim (CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Editeur de la ficheValérie Burgos, Comité pour l'histoire du CNRS & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-Sorbonne Nouvelle-ENS)

Information générales

LangueFrançais

Collation24

Informations éditoriales

N° ISBN2-271-05021-9

N° ISSN1243-1923

Description & Analyse

Nombre de pages139

Notice créée par [Valérie Burgos](#) Notice créée le 05/10/2023 Dernière modification le 11/12/2024

CAHIERS
POUR L'HISTOIRE
DE LA RECHERCHE

Les
mémoires
de la
recherche

 CNRS EDITIONS

**CAHIERS
POUR L'HISTOIRE
DE LA RECHERCHE**

GHISLAINE BIDAULT

**LES MÉMOIRES
DE LA RECHERCHE**

État des versements
1977 – 1989

 CNRS EDITIONS

CAHIERS POUR L'HISTOIRE DE LA RECHERCHE

Comité de Rédaction :

Madame Luce GIARD
Monsieur Jacques LAUTMAN,
Monsieur Dominique PESTRE,
Monsieur Antoine PROST,
Madame Claire SALOMON-BAYET

Secrétariat de Rédaction :

Jean-François PICARD

Toute correspondance et manuscrits doivent être adressés à Jean-François PICARD, IHTP, 44, Rue de l'Amiral Mouchez, 75014 PARIS.

Ventes par correspondance : CNRS Éditions, 20-22, rue Saint-Amand,
75015 Paris, tél. : (1) 45 33 16 00 — Télex : 200 356 F

© CNRS Éditions, Paris, 1993
ISBN 2-271-05021-9

Sommaire

Préface de Hubert Curien	9
Note de l'auteur : Mission et missions des Archives	11
 <i>Introduction :</i>	
Quelques éléments d'histoire	15
Sources d'archives complémentaires	27
Bibliographie	27
 <i>États des versements :</i>	
Notes liminaires	31
Versements, 1977-1989	39
Index par services versants et thèmes de recherche	61
 Annexes	
<i>Annexe 1 : Chronologie des principaux événements et textes réglementaires</i>	87
<i>Annexe 2 : Cabinets ministériels 1954-1959</i>	100
<i>Annexe 3 : Ministres chargés de la Recherche sous la V^e République, 1959-1989</i>	103
<i>Annexe 4 : Liste des Délégués généraux, Délégués généraux adjoints, Directeurs de la DGRST</i>	105
<i>Annexe 5 : Structures administratives de la Recherche, organigrammes, la Recherche en 1963</i>	106
DGRST, 1978	107

Appendices

<i>Annexe 1 : Chronologie des principaux événements et textes réglementaires</i>	87
<i>Annexe 2 : Cabinets ministériels 1954-1959</i>	100
<i>Annexe 3 : Ministres chargés de la Recherche sous la v^e République, 1959-1989</i>	103
<i>Annexe 4 : Liste des Délégués généraux, Délégués généraux adjoints, Directeurs de la DGRST</i>	105
<i>Annexe 5 : Structures administratives de la Recherche, organigrammes, la Recherche en 1963</i>	106
DGRST, 1978	107

MRT, juin 1982.....	108
MRI, décembre 1982.....	113
MIR, mars 1983.....	114
MRI/MST, mars 1983.....	115
MRT, 1984.....	116
MRT/MST, février 1985.....	117
MRT, juin 1989.....	118
<i>Annexe 6 : Organismes sous tutelle</i>	
MIDIST.....	119
CESTA, 1987.....	120
<i>Annexe 7 : DGRST, liste des actions concertées par secteurs de recherche</i>	
121	
Documents d'archives.....	125

Préface de Hubert Curien ministre de la Recherche et de l'Espace

Quel grand pays peut se dispenser d'une politique scientifique ? Depuis plus de cinquante ans, l'Etat et la Science bientôt rejoints par l'Industrie ont conjugué leurs efforts pour donner à la France la place qui lui revient dans le monde.

Il me semble que trois moments ont marqué la réalisation de cette politique.

A la veille de la guerre, le physicien Jean Perrin, sous-secrétaire d'Etat à la recherche, créait le CNRS. Un organisme destiné à doter notre Université des instituts de recherche qui lui faisaient défaut. Non seulement le CNRS assurait le fonctionnement de la recherche fondamentale, mais il faut le rappeler, il donnait au pays les moyens d'une mobilisation scientifique à une période tragique de son histoire. Sur le même modèle, l'Etat créait peu après des instituts de recherche spécialisés, l'ORSTOM pour la recherche outre-mer, l'INRA pour la modernisation de l'agriculture, le C.E.A. pour le développement de la physique nucléaire et de ses applications, etc.

Un quart de siècle plus tard, la cinquième République du Général de Gaulle installait la première organisation scientifique interministérielle : une Délégation à la Recherche scientifique et son Comité des Sages. Grâce à la disposition du budget national de la recherche, la DGRST assurait à l'Etat les moyens d'une politique scientifique. Les années soixante ont été une période particulièrement féconde pour la recherche française, par exemple dans des domaines, par exemple, tels que l'espace avec la création du Centre National d'Etudes Spatiales ou la santé avec l'INSERM.

Il y a une dizaine d'années, François Mitterrand met en place un Ministère de la Recherche et de la Technologie chargé d'une politique de la science dans une perspective élargie : l'Europe, Santé, énergie, télécommunications, transports, les réalisations sont connues et nous pouvons être légitimement fier de nos chercheurs.

Les institutions ont aussi leur mémoire. La mission des archives du ministère chargé de la recherche nous en donne la preuve sous forme d'un inventaire. Ce qui nous est présenté ici constitue donc non seulement le témoin d'une politique de la science française — susceptible d'intéresser les historiens — mais aussi un élément de réflexion.

Hubert CURIEN



Note de l'auteur

Cet « état des lieux » archivistique est le fruit d'une longue collaboration entre les Archives nationales et la Recherche.

Les Archives nationales furent appelées au chevet de la Recherche, par l'intermédiaire des services du Premier Ministre en janvier 1964, pour prélever les archives du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRPT). Ces documents constituent à l'heure actuelle notre fonds le plus ancien sur la Recherche (1954-1958). Il est l'une des composantes du versement AN 77/321.

De 1964 à 1977, les collectes furent sporadiques, par suite de difficultés de stockage, d'abord aux Archives nationales à Paris puis à compter de 1969, au Centre des Archives contemporaines à Fontainebleau (dépôt des Archives nationales pour les documents récents) dans les anciens bâtiments de l'OTAN, peu adaptés. La vitesse de croisière fut atteinte en 1978 lors de la mise en service à Fontainebleau de la première unité fonctionnelle de stockage. Ce n'est donc pas par hasard si les premiers versements, même plus anciens, sont de 1977, date de leur traitement (les deux premiers chiffres formant la cote du versement indiquent l'année).

Jusqu'en 1981, ces prélèvements d'archives se faisaient à la suite de demandes auprès de Missions Archives Nationales (AN) de l'institution à laquelle était rattachée la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST). Jusqu'en 1969 sous l'égide des services du Premier Ministre, la DGRST sera rattachée de 1970 à 1977 au Ministère du Développement industriel et scientifique (MDIS). Elle sera transférée en 1972 de la rue de l'Université à la rue St-Dominique rejoignant ainsi le Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique (CCRST) et le Comité Interministériel de la Recherche Scientifique et Technique (CIRST).

Aussi en 1977, eut lieu la première grande opération d'archi-

Chronologie des premiers versements

14.1.1964	Prélèvement du fonds CSRSPPT, 1954-1958	versé aux AN 18.1.1974	Versé à Fontainebleau 77/321, act 970-985
29.10.1968	Commission de la recherche scientifique et technique actions concertées, demandes budgétaires par ministères et organismes, s.d., 1960-1963	13.2.1974	77/1624
19.03.1972	Contrats de Recherche, rapports, 1960-1970	1972	77/1531
28.11.1973	Contrats de Recherche, 11 th -14 th plans, 1960-1965	1973	77/321
13.02.1974	Affaires internationales, organismes internationaux, 1962-1968 ; Comités techniques de développement, s.d., 1960-1970	1974	77/606
26.03.1976	Contrats de Recherche, 5 th plan, 1966-1970	1976	77/387
(1964), 1977	(CSRSPPT, 1954-1958) ; CCRST, 1939-1975 ; DGRST, 1958-1976	(1974), 1977	77/321-323 devenu en 1989 77/321

vage, organisée par la Mission AN du MDIS : 160 ml d'archives furent collectées sous la houlette du Contre-Amiral Jannot, Haut-fonctionnaire des affaires scientifiques de Défense, celui-ci ayant bien voulu accepter de cautionner cette opération de versement d'archives. Ce versement 77/321 constitue avec celui du CCRST (81/401), la pierre angulaire de toute recherche tant sur le plan institutionnel que sur celui de l'histoire des sciences, pour les années 1954-1976.

A compter de 1978 et jusqu'en 1981, année de son abrogation, la DGRST dépendra du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche) et les Archives seront en liaison avec la Mission AN des services du Premier Ministre. Cependant, sur place, existait un correspondant Archives : ce fut jusqu'en 1978, la Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (M. Beaudoux)¹ puis la Division de l'Information et des Relations extérieures (M. Van Leeberghe)².

1. Les fonds de la Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) reçoivent des documents hors de sa compétence administrative, notamment dans les fonds RE 104 (Mission Recherche, cote archives intermédiaires).

2. L'ancien fonds documentaire de la DGRST dépendant de la Division de l'Information et des Relations extérieures (DIRE) conserve de nombreux documents d'archives, notamment le fonds du Comité des Recherches spatiales sous la cote RE 130/31 (Mission Recherche, cote archives intermédiaires).

Le 23 mars 1982, le Ministre de la Recherche et de la Technologie sollicitait auprès du Ministre de la Culture, la création d'une Mission Archives nationales permanente. Ce fut chose faite en juin 1982.

Autonome un court instant, la Mission Recherche fut intégrée de 1983 à 1986 à la Mission Industrie et depuis 1987 coordonnée avec la Mission CNRS pour les archives administratives de la Recherche.

Le rôle de la Mission au sein du Ministère est double :

— celui d'aider les services à gérer la masse de leurs archives utiles

— sélectionner à terme, les documents intéressants pour l'Histoire.

Les archives du Ministère et de la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique sont déjà régulièrement exploitées dans le cadre de colloques (colloque pour le cinquantenaire du CNRS — journées internationales « De Gaulle en son siècle ») et de maîtrises ou de thèses sur des sujets très variés (Histoire de la Biologie moléculaire et de la Recherche médicale en France, coopération scientifique et technique entre l'Inde et la France, le Plan Calcul, Sciences et société en Nouvelle-Calédonie...).

Cet ouvrage qui se veut un outil de travail pour les chercheurs, a été élaboré en deux temps : une première version en 1989 plus succincte, répondant aux besoins du Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) et la seconde, plus élaborée, accompagnant davantage les possibilités de recherches et la richesse des fonds administratifs de la Recherche scientifique.

Je tiens à remercier tout particulièrement M. Antoine Prost, professeur à l'Université de Paris-I, M. Jean-François Picard, Chercheur au CNRS et M^{me} Odile Welfelé, Conservateur à la Mission CNRS qui m'ont prêté leur concours pour la rédaction et la publication de cette seconde version.

M^{me} Georgeta Namoianu, mon adjointe, m'a permis par son travail de m'y consacrer pleinement. M^{me} Christiane Blanchet et M. Laurent Drouhin en ont assuré la frappe.

Qu'ils en soient tous remerciés.

Ghislaine BIDAULT
mission des archives nationales

Introduction

QUELQUES ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

L'État et la recherche

A l'aube du XX^e siècle, la première relation de l'État avec la science voyait le premier se cantonner au financement de ses savants. En 1901, lors du lancement d'une première *Caisse des recherches scientifiques*, il n'était pas question que l'État se substitue à la communauté savante pour organiser la recherche, à fortiori pour indiquer les voies dans lesquelles engager celle-ci. La politique de la science, si tant est qu'on puisse évoquer l'idée de piloter une activité d'essence aussi spontanée que la création artistique devait dire le physicien Jean Perrin (Nobel de 1926), ne pouvait relever que des scientifiques.

Cette conception d'une science pure dont la nourrice naturelle, l'Université, cautionnait la liberté amenait la Direction de l'Enseignement supérieur et Perrin à créer en 1930 un premier dispositif d'ampleur nationale, rattaché au Ministère de l'Instruction publique, la *Caisse nationale des sciences* (puis *Caisse nationale de la recherche scientifique*). Cette caisse destinée à fournir des bourses aux jeunes chercheurs était épaulée d'un *Conseil supérieur de la recherche scientifique* (1933), ancêtre du Comité national du CNRS, permettant aux professeurs de l'Université de décider du choix des boursiers, de leurs promotions, et accessoirement de la répartition des crédits entre laboratoires.

Tandis que Perrin s'occupait de la science pure, plusieurs facteurs redonnaient de l'importance à la recherche dirigée. La première guerre mondiale avait contribué à donner une grande extension à un *Service des inventions intéressant la défense nationale* créé en 1887. Au lendemain du conflit, à l'instigation du sénateur Jules

de la même année et dont il assura la présidence jusqu'en 1958. Ce Conseil supérieur n'avait qu'un rôle consultatif mais il était le témoin d'une volonté politique d'organisation de la recherche.

Quelques tentatives avaient eu lieu auparavant : le projet Ramadier-Thorez, (23 mars 1947) d'un Conseil supérieur de la Recherche scientifique et technique auprès du Ministre de l'Éducation nationale, n'avait pas abouti ; le 17 mai 1950, André Lichnerowicz proposait la création d'un Commissariat général de la Recherche scientifique et technique près du Président du Conseil qui ne vit pas le jour par suite de la chute du Gouvernement. En février 1952, un député, M. Bruyneel déposait une proposition de loi instituant un Comité supérieur de coordination de la Recherche scientifique et technique attaché à la présidence du Conseil. Bien que cette proposition n'ait pu emporter la décision, l'idée semblait acquise que la politique de la recherche supposait un organe interministériel⁷.

Mais quelle recherche ?

Dans un rapport de 1949 sur la recherche scientifique et technique dit « Rapport BARREE », le Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics indique qu'il est tout à fait nécessaire de définir ce que l'on entend par le terme « recherche ». Dix ans après, le décret du 2 février 1959 fixe cette définition et les opérations de recherche scientifique et technique qui en découlent. Ce même rapport souligne également « par souci du relèvement économique du pays et du développement économique des territoires d'outre-mer, une prolifération désordonnée d'organismes ». En voici un exemple : la recherche « métropolitaine » aux mains du CNRS dépend du Ministère de l'Éducation nationale tandis que la recherche d'outre-mer, l'ORSTOM⁸ dépend du Ministère de la France d'outre-mer. « Cette absence de coordination est regrettable mais elle correspond à un défaut bien français » souligne le rapport. « La recherche médicale clinique n'intéresse-t-elle pas moins de 8 Ministères ? (...) Quoiqu'il en soit, ce manque de coordination entraîne une dispersion des efforts, un gaspillage de personnel et de matériel inacceptable dans un pays appauvri » ... Les deux maîtres mots

7. PROST (Antoine), *Les origines de la politique de la Recherche en France 1939-1958*, in *Cahiers pour l'histoire du CNRS 1939-1989*, n°1, pp. 45-46. Archives conservées dans Mission Recherche, RE 104 supplément.

8. L'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer créé le 11 octobre 1943 est né du Comité colonial de la Recherche scientifique du CNRS entre fin 1942 et octobre 1943. L'idée de pourvoir les colonies d'une organisation scientifique propre est apparue sous le Gouvernement Léon Blum en 1937 par la voix de Francis Perrin Sous-secrétaire d'État à la Recherche scientifique et Marius Moutet, Secrétaire d'État aux colonies, in GLEIZES (Michel), *Un regard sur l'ORSTOM, 1943-1983*, Paris, 1985.

sont donc lancés en 1949 : coordination et financement, leur mise en place sera l'affaire des années 50.

A partir de 1960, l'évolution politique générale de l'outre-mer français conduit à la réunification des deux recherches et l'ORSTOM, à déboucher sur la coopération. Cependant, par sa vie administrative propre, sa relative indépendance d'établissement public au sein des structures administratives de l'État et son financement, l'ORSTOM participa de manière originale au mouvement de réflexion nationale et de modernisation qui caractérisera les années 50. Il fut associé à l'ensemble des travaux du CSRSPT.

Un financement centralisé

Côté financement de la « recherche métropolitaine », le Premier Président de la Cour des Comptes fait part au Président du Conseil, dans sa lettre du 17 janvier 1958, de ses interrogations sur les subventions en faveur de recherches scientifiques et techniques d'intérêt général : « leur faible volume et leur émission ne s'accorde pas... avec le but qu'on s'était proposé d'une large action... sur l'orientation des recherches d'intérêt national » ... Sur le fonctionnement même du CSRSPT, il souligne les difficultés de recrutement de personnel de Longchambois. Il s'interroge sur le bien-fondé de l'action de coordination et d'orientation dévolue au Conseil supérieur, s'il « n'y avait pas lieu de revenir sur la structure actuelle ainsi que sur les propositions contenues dans le rapport sur la Recherche en vue du m^e plan, notamment la création d'un fonds national de la Recherche... : Du point de vue de la Cour, la réalisation de ce projet supposerait que les garanties destinées à sauvegarder le contrôle de l'emploi d'une telle masse de crédits soient au préalable soigneusement mises au point... »

Le CSRSPT formulait dans son rapport sur la Recherche, la nécessité de disposer de ressources exceptionnelles pour financer la recherche et demandait la création d'un fonds national de la Recherche doté d'une totale autonomie financière dont la dotation initiale serait de 5 milliards⁹. La Cour des Comptes prudente, voire hostile à ce projet, craint le double emploi avec le CNRS. N'est-il pas là pour coordonner et financer lui aussi la Recherche ? Mais l'appartenance de cet organisme au Ministère de l'Éducation nationale ne lui permet pas de jouer ce rôle dévolu dans les textes. Quelle instance assez puissante pourrait alors permettre cette coordination et ce financement interministériels ?

Si le changement de gouvernement intervenu le 1^{er} juin 1958 remettait en question l'existence même du CSRSPT, les grandes

9. PROST (Antoine), *op. cit.*, p 55-56.

lignes directrices d'une véritable politique de la Recherche étaient jetées.

De Gaulle au pouvoir et Michel Debré Premier Ministre vont être à même de mettre en place, sans même attendre l'instauration de la V^e République, la nouvelle administration de la science.

Côté coordination de la recherche, de nouvelles structures de politique scientifique vont donc être mises en place par décret du 28 novembre 1958, supprimant au passage le CSRSPT :

- création du Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique (CIRST) sous la présidence du Premier Ministre.

- création du Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), organe consultatif composé de 12 personnalités scientifiques « choisies en raison de leurs compétences en matière de recherche scientifique et technique ou en matière économique ». Ce Comité sera également désigné sous le nom de Comité des 12 sages.

- création d'un secrétariat commun dirigé par un délégué général nommé par décret. Le premier délégué général nommé ainsi sera M. Piganiol, chargé de la tutelle des grands organismes de la recherche publique.

L'action de M. Piganiol est dans le domaine administratif de la recherche, incontestable. D'un secrétariat commun « lié aux 12 », il en fit la DGRST, en obtenant auprès du Budget et sans moyens propres, l'étude par une instance scientifique unique le CCRST, des demandes de crédits de recherche des différents ministères. L'Enveloppe Recherche était née. L'octroi de ce pouvoir important ne put qu'affirmer cette nouvelle autorité administrative. Elle agissait en véritable « Ministère de la Recherche ». ¹⁰

Conseillé par M. Raymond Poignant, Conseiller d'Etat, rapporteur de la Commission de l'Education nationale du m^e Plan, il affirma son autonomie face au CCRST en élaborant ses propres textes sur le fonds de développement, les statuts de personnels ou d'organismes même s'il les soumet aux 12 et les amende selon leur avis. Celui-ci souhaitait affecter ce fonds à des usages définis afin de développer des secteurs négligés, non sans avoir suscité quelques débats (doc. 4).¹¹

Le dispositif de coordination nationale est enfin en place !

L'activité du CCRST sera intense. Il reprendra en premier lieu l'étude d'un fonds de développement de la Recherche, idée reprise également par M. Piganiol. Il s'attachera également à la réorgani-

10. PROST (Antoine), *op. cit.*, p 59-60.

11. L'Espace était régi par le Comité des Recherches spatiales (cf Doc. 4), comité hors actions concertées, dont les dotations sont fort substantielles. Crée en 1959, il fut l'ancêtre du Centre national d'Etudes spatiales institué en décembre 1961. Sa création effective date de mars 1962. Les archives du Comité des Recherches spatiales sont conservées dans l'ancien fonds documentaire de la DGRST (Mission Recherche RE 130/31).

sation des structures de la Recherche fondamentale, tandis que M. Piganiol voulait développer des recherches proches des entreprises, dans des secteurs qui lui semblaient en retard.

« Le sérieux et la qualité du travail des 12 constitua l'un des principaux facteurs qui permirent à la structure de s'imposer et d'obtenir une reconnaissance de fait qui dépassait la portée du texte fondateur. Mais l'habileté et l'opiniâtreté du Délégué général ne comptèrent pas moins... » ¹².

Premières orientations

La création du *Fonds de développement* est l'aboutissement de l'idée de Longchambon de disposer d'un fonds spécial, idée reprise nous l'avons vue dans le rapport sur la Recherche pour le m^e Plan.

Le 9 décembre 1959 est institué par décret, le fonds de développement de la Recherche scientifique et technique; y seront désignés également les 9 premiers Comités d'actions concertées.

Ainsi, le Fonds de Développement de la Recherche scientifique et technique constituait un facteur dynamique essentiel et contribua profondément à réaliser l'une des conditions majeures du développement scientifique du pays : lui conférer le caractère d'une action collective nationale¹³.

Outre l'étude sur le financement de la Recherche, le CCRST au cours de l'année 1959, va s'attacher conjointement avec M. Piganiol, Délégué général et les comités d'études (Doc. 3) à définir certains domaines essentiels n'ayant pas atteint en France, une croissance suffisante. De même, de nombreux problèmes naissant quotidiennement dans le domaine scientifique, leur prise en charge suivant les voies classiques par les organismes existants, était souvent trop lente et une impulsion particulière s'avérait nécessaire afin de pouvoir être fixé rapidement sur la valeur du problème et sur les moyens qu'il y a lieu de lui consacrer. La prise en charge de ces problèmes, grâce à un mécanisme de coordination, peut éviter de perdre un temps précieux. Enfin, certains domaines de recherche appliquée deviennent, par l'ampleur des moyens matériels qu'ils exigent, difficiles à développer avec de bonnes chances de succès s'il n'est pas fait appel à une action concertée de caractère national, mobilisant la quasi-totalité du potentiel existant dans ce domaine.

Pour toutes ces raisons et en première étape, onze actions prioritaires furent définies en 1959 :

- recherches spatiales
- conversion des énergies
- biologie moléculaire

12. DGRST, *Les actions concertées, rapport d'activité 1961*, pp. 6-10 (Mission Recherche, MA 178).

- cancer et leucémie
- application de la génétique
- nutrition animale et humaine
- fonctions et maladies du cerveau (neurophysiologie-psychopharmacologie)
- exploitation des océans
- analyse démographique, économique et sociale
- science économique et problème de développement
- documentation

Le CIRST, sous la présidence du Premier Ministre, arrêta en 1960 la politique du Gouvernement en la matière. Il limita toutefois les projets initiaux aux neuf thèmes cités plus haut en écartant, en particulier, l'importante question de la documentation scientifique dont l'étude n'était pas terminée.

Présentées au Gouvernement puis au Parlement, ces actions furent retenues en priorité et le Fonds de développement fut doté d'un crédit de 320 millions de francs pour cinq ans (130 millions de F pour l'espace et 190 millions de F pour les dix autres actions concertées et urgentes), de 1961 à 1965 (Doc. 6).

Dans le même temps, se mettaient en place la Délégation générale, les organes scientifiques et administratifs chargés de l'élaboration et de la gestion de ces programmes de recherches complémentaires. Le montant de l'effort financier complémentaire de l'Etat pour une période de cinq ans fut alors fixé et, si le chiffre retenu se situe nettement en dessous des propositions qui furent faites par les Comités d'études, il représente néanmoins une importante contribution (Doc. 7).

A partir du début de l'année 1963, un certain nombre de nouvelles actions concertées furent prises en charge par le Fonds de développement : actions intéressant plus directement que les précédentes, le développement de la recherche technique (électronique, mécanique, chimie macromoléculaire, sciences de la terre, etc.). Pour certaines d'entre elles, les actions concertées furent à l'origine de création d'organismes de recherche : CNEXO, INSERM.

Potentiel des chercheurs

Le 28 mars 1956, le CSRSPT avait été chargé d'établir sur les problèmes de recherche, un rapport pour le III^e plan. La situation était alarmante : compte tenu des conséquences de la guerre, des départs et de l'évolution technique, il fallait recruter 51 300 ingénieurs entre 1956 et 1961 soit près de 12 000 par an. Or, les Écoles n'en formaient que 4 000. 10 000 bachelauréats scientifiques étaient délivrés annuellement en France. Sur ce contingent, un prélèvement de 2 500 à 3 000 était indispensable pour l'enseignement et environ 850 chercheurs (recherche fondamentale : 250 et 600 pour la recherche appliquée). Il fallait en outre développer en priorité les

études du 3^e cycle créées en 1954. En 1955, dans l'ensemble des Facultés de sciences, 213 doctorats furent délivrés¹³.

Le CCRST va donc attacher du prix à teméder à cet état de fait mis en lumière par le Colloque de Caen de 1956. Rapports et études statistiques vont se succéder (Doc. 5) notamment sur l'intérêt pour la recherche des élèves des grandes Écoles.

M. Maréchal, Délégué général notait enfin dans son rapport de 1961 : « on considère à l'heure actuelle que le potentiel scientifique de notre pays a atteint un niveau suffisant pour qu'on puisse porter un effort sélectif sur des thèmes ou des secteurs de recherche choisis pour leur intérêt national sans pour autant compromettre l'équilibre d'un développement harmonieux sur l'ensemble des connaissances scientifiques... »¹⁴

Une des préoccupations les plus importantes du CCRST, est de maintenir un rythme de croissance et d'obtenir que le budget de la recherche fondamentale ait une sorte de priorité, qu'il ne souffre pas des stabilisations ou des talentissemens que le Gouvernement peut être amené à apporter à la croissance du Budget général de l'Etat (Doc. 8)¹⁵.

Il faut en outre que l'appareil de recherche doté de ces moyens, évolue et s'adapte aux besoins nouveaux.

Nouveaux Instituts et Recherche industrielle

« Les sommes consacrées au développement en France apparaissent faibles par comparaison avec l'étranger (0,8 % du PNB contre 1,4 % en Grande-Bretagne et 2 % aux Etats-Unis); un effort supplémentaire est nécessaire... l'aide actuellement apportée au développement de l'industrie française par les grands programmes nationaux — militaire, atomique, spatial — ne saurait être portée au niveau de celle dont bénéficient les industries d'outre-Atlantique. Force est donc de recourir à des méthodes d'aide directe à l'industrie, lesquelles impliquent un choix délibéré des actions à soutenir... » Tels sont les termes en 1966 du rapport du CCRST au CIRST. Un groupe de travail que présidait M. Saint-Geours nommé conjointement par le Secrétaire d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales et le Commissaire général du Plan, avait en 1965 fait des propositions sur la recherche industrielle en vue du V^e Plan.

Il mettait l'accent notamment sur deux axes : mener une action approfondie dans le domaine des calculateurs électroniques avec création d'un institut de recherche en informatique et automatique

13. PROST (Antoine), op. cit., p. 55.

14. DGRST, *Les actions concertées, rapport d'activité 1961*, p. 10 (id.).

15. MARÉCHAL (André), *L'élaboration de la politique scientifique en France*, Rennes, 1966, p. 14 (Mission Recherche, RE 104 supplément).

(IRIA)¹⁶ ; à orienter selon lui sur la mise en valeur des mers en raison de son intérêt scientifique et ses vastes possibilités de débouchés économiques et préconisant la création d'un centre national d'exploitation des océans (CNEXO).

Si le développement d'un secteur technique défaillant est une idée récente (bien que l'électronique, soit un secteur cité dans les grandes options CCRST (Doc. 3) mais non retenu dans les actions prioritaires), l'idée d'un institut de recherche sur l'exploitation des océans n'est quant à elle pas neuve. Le CCRST s'en ait fait longtemps l'écho tout au long de ses délibérations ; de 1963 à 1966, date à laquelle un projet de loi indique que le « Centre sera dès la publication de la présente loi, substitué à l'Etat dans les conventions de recherches océanographiques au titre de l'action concertée « Exploitation des océans »¹⁷. Dès 1963, plusieurs projets de loi se succèdent tendant à instituer un Centre national d'études océanographiques¹⁸. Il aura fallu 3 années pour avaliser le concept d'exploitation : que les « tâches scientifiques techniques et administratives liées à la conception et à la gestion des équipements spécifiques communs, à l'organisation, à l'exploitation des campagnes océanographiques et la mise en valeur de la mer soient confiées à l'établissement public chargé de préparer et de suivre les programmes de recherches » : la DGRST, avant tout un état-major dont l'intervention repose sur une conception d'action concertée¹⁹ ne pouvait devenir un organisme de gestion.

Il en va de même pour l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale (INSERM) résultat de la transformation en 1964 de l'ancien Institut national d'Hygiène (INH) créé en 1941 et se substituant lui aussi à l'Etat en 1965 dans les conventions de recherche médicale au titre des actions concertées Cancer et Leucémie, Fonctions et maladies du cerveau et applications de la génétique²⁰. Le dernier groupe de ces nouveaux instituts des années 60 représenté par l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) est l'aboutissement de l'idée de création d'un organisme fédérateur pour une discipline en l'occurrence l'astronomie, l'astrophysique et la radioastronomie.

16. AN 81/0401, art 63, lissage 157, note sur l'Institut d'informatique et d'automatique, 28 février 1966.

17. AN 81/0401, art 63, lissage 158, projet de loi portant création d'organismes de recherche. Ce mini projet de loi prévoit également la création de l'Agence nationale de valorisation de la Recherche (ANVAR) et l'IRIA, tous trois établissements publics dotés de l'autonomie financière. 2 novembre 1966

18. AN 81/0401, art 61, lissage 152, projet d'exposé des motifs, 4 décembre 1963 ; art 62, lissage 153, projet de loi, 19 février 1964.

19. programme de recherche placé sous le contrôle d'un Comité scientifique et financé par le Fonds de la recherche scientifique et technique.

20. AN 81/0401, art 61, lissage 150, l'Institut national d'Hygiène, 18 octobre 1962 ; lissage 151, rapport de M. Pauvert sur l'INH, février 1963 ; lissage 152, Comité sur l'INSERM et les moyens à lui accorder, 27 mai 1966

En 1963, le CCRST évoque de nouveau l'idée d'instituts nationaux de recherche ; cette idée évoquée en réunion CCRST-CIRST et entraînant une modification des statuts CNRS avait été rejetée une première fois en 1959²¹.

Il ne s'agit plus en 1963 d'instituts créés sur un programme ou un thème de recherche d'intérêt national, mais plutôt de regroupement de moyens et d'hommes.

Il s'agit principalement de résoudre les problèmes de la recherche lourde, quasi industrielle. Il ne sera pas créé de nouvelles structures mais compte tenu des conditions statutaires du CNRS et de l'Université, de nouvelles règles permettront d'apporter plus de souplesse au CNRS. Ainsi ces instituts pourront être des instituts mixtes CNRS-départements ministériels ou bien CNRS-Universités. Le CIRST réuni le 12 mars 1965, arrêtera les principes d'une réforme de l'organisation financière et statutaire du CNRS permettant la création d'instituts autonomes²². Le décret de création de l'INAG au sein du CNRS sera publié le 11 septembre 1967. Ces liaisons entre recherche fondamentale et recherche industrielle, la collaboration entre laboratoires de l'Etat-CNRS et Universités sont évoquées par le CCRST dans son rapport au CIRST du 29 mars 1966²³. Le Comité reprend les conclusions de M. Saint-Geours en souhaitant que l'on puisse développer, je cite, « les liaisons entre recherche fondamentale et recherche industrielle, les contrats entre Industrie et laboratoires de recherche fondamentale, de protéger et mettre en valeur les inventions, d'encourager l'innovation... » Pour ce faire, un financement supplémentaire de l'ordre de 2000 MF est indispensable pour atteindre en 1970, les objectifs du v^e Plan, « assignant à l'effort de recherche national, un niveau global de 2,5 % du PNB, taux atteint en 1963 par la Grande-Bretagne... » ; création en 1965 pour les entreprises, d'une aide spécifique remboursable à 50 % en cas de succès appelée aide au développement, et des mesures fiscales (crédit d'impôt). Les deux secteurs appelés à bénéficier en 1965 de l'aide au développement furent la construction mécanique, la construction électrique et électronique. En 1966, on allait y adjoindre la chimie et la métallurgie. De 1965 à 1978, la DGRST va gérer effectivement la procédure d'aide au développement des résultats de la recherche, tournée vers l'innovation dans l'industrie. Cette procédure à compter de 1979 est reprise par l'ANVAR et devient aide à l'innovation²⁴.

21. DARMON (Gérard), « La mise en place d'un Institut national au sein du CNRS : l'INAG », in *Cahiers pour l'histoire du CNRS, 1939-1989*, n°1, 1988, p 73-75, 87

22. AN versement 81/0401, art 63, lissage 157, note établie par M. Ducher, sur les modifications apportées aux structures de la recherche au Ministère de l'Éducation nationale, 3 février 1966.

23. AN 81/0401, art 63, lissage 157

24. Versement AN 82/0475, fonds DGRST, Division de l'aide au développement

Un rapport de la DGRST sur *l'intervention en faveur du développement des résultats de la recherche*, soumis en réunion du CCRST le 4 mai 1966²⁵, estimait qu'après deux ans de marche effective précédés de deux ans d'études, l'aide à la recherche-développement devrait en 1967, croître suffisamment pour peser réellement et à court terme sur l'évolution de l'industrie nationale...

Ainsi que le souligne Gaston Palewski alors Ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, dans une note adressée au Premier Ministre le 10 septembre 1963, « l'ampleur des fonds publics consacrés à la Recherche et au Développement au titre des programmes gouvernementaux permet ainsi à l'industrie d'outre-Atlantique de renouveler sans cesse son champ d'intérêt et d'être pratiquement sans rivale dans le monde sur un grand nombre de techniques-clefs ».

Régionalisation

Les dispositions prises en faveur du développement et de la décentralisation industrielle vont rendre possible l'association géographique d'un grand nombre d'installations de recherche. Ce regroupement s'impose en raison de la complémentarité croissante de certaines disciplines et de l'existence d'équipements de plus en plus lourds et coûteux.

Aussi, dans la séance du 28 octobre 1964, la commission de la Recherche du v^e Plan définissait les principes qui doivent guider une localisation volontaire des investissements de recherche, à la demande du Ministre d'État chargé de la recherche scientifique et du Délégué général de l'Aménagement du Territoire. Un groupe de travail présidé par le Professeur Denisse fut constitué et chargé d'en étudier les problèmes.

Dans son rapport présenté le 26 mars 1965 aux membres du CCRST, M. Denisse définissait les métropoles de recherche en rapport avec leur implantation géographique, la proximité ou non d'un enseignement supérieur, la nature de l'activité économique et industrielle de la région, l'infrastructure scientifique existante et les facilités de communications existantes et futures. Les agglomérations voisines de Lyon et Grenoble, Aix-Marseille étaient pressenties, préfigurant les pôles régionaux de la recherche²⁶.

En conclusion, nous pouvons dire que le CCRST, un court instant Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique lors des événements de mai 1968 (Doc. 10), fut bien autre

²⁵ Versement AN 81/0401, art 63, fasse 157.

²⁶ Versement AN 81/0401, art 62, fasse 155. La DGRST mit en place, à compter de 1973, une action spécifique portant sur la *localisation des équipes de Recherche*. Celle-ci devint en 1977 *Régionalisation de la Recherche*. Elle était gérée par la Division de l'emploi scientifique et des structures de la Recherche.

chose qu'un simple organe consultatif au sein des structures administratives de la Recherche (Doc. 9)²⁷ ; en fait, un véritable « Ministère de la Recherche » avant la lettre. Ce fut l'outil d'expression des scientifiques, la pierre angulaire du paysage de la Recherche actuel.

SOURCES D'ARCHIVES COMPLÉMENTAIRES

CNRS :

Fonds d'archives versés notamment sous la cote : AN/80 0284 CNRS/AN, Inventaire des archives du Salon des Arts ménagers, 1923-1983, t. 1 et 2 (Fonds de l'ONRSI notamment)

Archives nationales :

Fonds d'archives du Secrétariat général du Gouvernement et services du Premier Ministre et des Ministères de l'Éducation nationale et de l'industrie

BIBLIOGRAPHIE

Au titre des sources secondaires complétant toute recherche, il est recommandé de consulter les périodiques et ouvrages publiés et (ou) conservés par la DGRST puis le Ministère. Citons les plus marquants :

Ouvrages

- *Actes des Journées internationales De Gaulle en son siècle* organisées par l'Institut Charles de Gaulle (Paris, 19-24 novembre 1990), Paris, la Documentation française, 1990, 4 vol.
- *Actes du Colloque Recherche et Technologie*, Paris, la Documentation française, 1982, 7 vol.
- BERQUE (Jacques), *Recherche et coopération avec le Tiers-Monde*.

²⁷ MARÉCHAL (André), *L'élaboration de la politique scientifique en France*, Rome, 1966, p. 14 — cet organigramme est à rapprocher de l'annexe sur les structures administratives de la Recherche en 1963.

- rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, la Documentation française, 1983, 122 p.
- BROCCARD (Madeleine), *Recherche scientifique et développement régional en France*, thèse de Doctorat d'Etat, Paris, Université Paris I, 1978, 455 p.
 - CARRAZ (Roland), *Recherche en éducation et en socialisation de l'enfant*, rapport de Mission au Ministre de l'Industrie et de la Recherche, Paris, la Documentation française, 1983, 424 p.
 - CATY (G), *Le Système de la recherche : étude comparative de l'organisation et du financement de la recherche fondamentale*, vol. 1 : Allemagne, France, Royaume-Uni, Paris, OCDE, 1972-1975, 260 p.
 - CAUSSE (Jean-Pierre), *Les Matériaux*, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, MRI, 1982, 202 p.
 - CHARBAL (Robert), Rapport à Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Recherche sur le financement de la Recherche, Paris, DGRST, 1980, 43 p.
 - CHARTIER (Philippe), TAZIEFF (Haroun), *Maîtriser l'énergie*, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, 1983, 296 p.
 - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, *Rapport de la commission de la Recherche et du développement technologique : LOP 1982-1985 Plan triennal 1986-1988*, Paris, la Documentation française, 1985, 111 p.
 - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, *1^{er} Plan 1962-1965, la Recherche scientifique et technique*, rapport du Délégué général délibéré avec le CCRST, 1961, Paris, la Documentation française, 1962, 366 p.
 - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DORST, *la Recherche scientifique et technique 2^e PLAN*, 2 vol., Paris, la Documentation française, s.d., tableaux.
 - Construire l'avenir, livre blanc sur la recherche présenté au Président de la République, préfacé par M. Pierre AIGRAIN, Paris, la Documentation française, 1980, 530 p.
 - DGRST, *l'état des sciences et des techniques françaises*, rapport de synthèse, Paris, 1979, 67 p.
 - DGRST, *Schéma-Directeur de la Recherche*, Paris, la Documentation française, 1977, 252 p.
 - GILPIN (Robert), *La Science et l'Etat en France*, Paris, Gallimard, 1970, 414 p.
 - GODELIER (Maurice), *Les Sciences de l'Homme et de la Société en France*, rapport au Ministre de la Recherche et de l'Industrie, Paris, la Documentation française, 1982, 212 p.
 - GOLDSCHMIDT (Bertrand), *Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire*, Paris, Fayard, 1980, 492 p.
 - GOLDSCHMIDT (Bertrand), *Pionniers de l'atome*, Paris, Stock, 1987, 484 p.
 - GROS (Francois), JACOB (François), ROYER (Pierre), *Sciences de*



- la vie et Société*, rapport au Président de la République, Paris, la Documentation française, 1979, 288 p.
- LE BOLLOC'H-PUGES (Chantal), *La politique industrielle française dans l'électronique*, Paris, l'Harmattan, 1991, 252 p.
 - MATTELART (Armand), STOURZÉ (Yves), *Technologie, culture et communication*, Paris, la Documentation française, 1983, 200 p.
 - MERCOUROFF (Wladimir), *Les Chemins de l'informatique*, Paris, Armand Colin, 1991, 163 p.
 - MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, *L'Office national des Recherches scientifiques et industrielles et des inventions*, son historique ses attributions, son organisation, ses installations, ses résultats, Belle-vue, 1932, in 4^e, 88 p., organigrammes, photos, annexes.
 - PFLAUM (Rosalynd), *Marie Curie et sa fille Irène : deux femmes, trois Nobel*, Paris, Belfond, 1992, 449 p.
 - PIGANIOL (Pierre), *La Recherche malmenée*, Paris, Larousse, 1987, 286 p.
 - WEART (Spencer R), *Scientists in power*, Harvard University press, 1979.

Périodiques

- *Cahiers pour l'Histoire du CNRS 1939-1989*, 1988, n° 1..
 - EIDELMAN (J.), Jean Perrin et le Palais de la Découverte in *Revue du Palais de la Découverte*, vol. 20, n° 197, avril 1992, pp. 30-45
 - le Projet Manhattan : histoire de la première bombe atomique in *les Cahiers de sciences et vie*, hors série, n° 7, février 1992 DGRST
 - *Le Progrès scientifique*, 1961-1981²⁸
 - Fonds de la Recherche, *les actions concertées*, rapport d'activité, 1961-1965 (5 vol)
 - Rapports d'actions concertées 1966-1968 (Le Progrès scientifique, n° spéciaux)
 - Programmes d'actions concertées 1966-1970
 - Les moyens consacrés par l'Etat à la Recherche et au développement 1964-1969 (7 vol)
 - Les moyens consacrés à la Recherche et au Développement dans l'industrie française en 1966-1967 (2 vol)
 - Recherche et développement dans l'industrie en France, 1970-1973 (2 vol)
- ainsi que les publications des actes de colloques-bilan d'actions concertées (capteurs, neurosciences...)

28. La Mission Recherche a procédé au dépouillement de cette revue et constitué un fichier auteurs-matières sur l'ensemble de la collection; ce fichier est à la disposition des chercheurs et consultable sur place.

Ministère

- *Recherche et technologie*, revue trimestrielle, n°1-6 (1986-1988).
Le n°1 traite notamment du Plan triennal 1986-1988 et de la Charte de Hanovre pour Euréka.
- *Recherche et technologie*, lettre d'information mensuelle du MRT depuis sa création. *Le n°75-76 de mai-juin 1991 est consacré aux « 10 ans pour la Recherche et la technologie » (1981-1991), ainsi que tous ouvrages publiés dans la collection ÉTUDES par le Ministère.*

État des versements

NOTES LIMINAIRES

Cet état des versements rassemble depuis 1964²⁹ jusqu'en 1989 inclus, toutes les collectes effectuées par les Archives nationales, dans le domaine de l'administration de la Recherche, versements d'archives antérieurs pour une partie, à la création de la Mission « permanente » des Archives nationales en juin 1982.

Ces archives, maillons d'un ensemble de fonds contemporains des administrations centrales gérés et stockés au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau — dépôt des Archives nationales pour les archives récentes — échappent au traitement classique de la cotation connue des chercheurs : celle du cadre de classement des Archives nationales.

A compter de 1958³⁰, le flux des Archives des administrations centrales est enregistré et coté de façon définitive par ordre d'arrivée toutes administrations centrales confondues, à Fontainebleau. Les cotations en amont de celles-ci sont des cotations internes propres à chaque Mission³¹.

29. cf chapitre : « note de l'auteur ».

30. Cette sécuure peut paraître arbitraire mais les sections scientifiques des Archives nationales ont leur champ de compétences défini par grandes périodes historiques : la section ancienne : l'ancien Régime; la section moderne : Révolution française-III^e République (10 juillet 1940); la section contemporaine : Vichy-IV^e République; la section des Missions ; V^e République. Il est évident que certains fonds peuvent anticiper ou aller au-delà de la sécuure. Ceci est particulièrement vrai pour les deux dernières sections historiquement liées pour les recherches dans le domaine qui nous intéresse.

31. Dans cet État des versements, vous rencontrerez 3 sortes de cotations internes : (antérieurement à juin 1982) IND ; Mission Industrie — RST ; Recherche scienti-

La cotation définitive attribuée par Fontainebleau est composée de deux parties : les deux premiers chiffres portent sur l'année ; les autres constituent le n° d'ordre d'arrivée dans le dépôt. Ce qui explique l'absence de continuité de cotation tout au long de cet état des versements.

Autre particularité : chaque versement annonce outre le sommaire de son contenu, *le service versant (SV)* et ce qui nous a paru réellement nécessaire dans le cas de la Recherche où la mouvance de l'administration centrale dans son organisation est grande, *le service d'origine (SO)*. La recherche historique sur le plan institutionnel ne peut que s'en trouvée facilitée³².

A la disposition de l'utilisateur également :

— l'Etat général des fonds de la DGRST (1958-1981) établi par la Mission Recherche. Il porte sur les fonds versés au Centre des Archives contemporaines à Fontainebleau jusqu'en 1983 inclus et les 123 premiers fonds conservés pour une grande partie encore, en archives intermédiaires. Ce guide est le fil conducteur dans les diverses mouvances d'organisation administrative de la DGRST, grâce notamment aux introductions en tête de chaque division administrative.

— l'application informatique PRIAM 3 élaborée par Fontainebleau, avec le concours des Missions, base de données portant sur le dépouillement de l'ensemble des versements définitifs, reçus à Fontainebleau et consultable au Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) 11, rue des quatre-sous Paris (3^e).

Fonds d'archives propres et fonds apparentés

Ce récapitulatif des archives versées portent sur des fonds :

- d'organes consultatifs et de coordination (CSRSPT, CCRST)
- d'organismes interministériels (BNIST, MIDIST, CPE)
- DGRST (Divisions administratives et financières, secteurs scientifiques)

Ministère (idem)

Le fonds d'archives le plus ancien sur la recherche est celui du CSRSPT (Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès

scientifique et Technique ; à partir de 1982) RE : *Registre des Entrées des archives intermédiaires*.

32. Les points essentiels quant à l'organisation de l'administration centrale du ministère sont, de 1981 à 1989 : juillet 1982, le MRT fusionne avec l'Industrie et prend le nom, pour une brève période, de Ministère de la Recherche et de l'Industrie (MRI) ; à compter de mars 1983, celui du Ministère de l'Industrie et de la Recherche (MIR) jusqu'en 1984 où le MRT réapparaît. En 1986, ce Ministère est rattaché à l'Education nationale et devient Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (MRES) jusqu'en mai 1988 date à laquelle réapparaît pour la 3^e fois, le MRT, un instant rattaché au Ministère de l'Education nationale. En juillet 1988, il devient un véritable Ministère de la Recherche et de la Technologie à part entière.

technique)³³ de 1954 à 1958, contenu dans le versement AN 77/321 (art 970-985) ; le document le plus ancien de la Mission à ce jour, est le *Rapport sur la Recherche scientifique* présenté le 15 février 1949 par MM. Barrée, Inspecteur général de l'Instruction publique et Fouquet, Chargé de mission à la Présidence du Conseil, rapporteurs au Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics³⁴.

Par des fortunes diverses, certains documents de fonctionnement d'organismes de recherche figurent dans les anciens versements et (ou) sont conservés dans des fonds apparentés : c'est le cas notamment de l'INH (Institut National de l'Hygiène), ancêtre de l'INSERM, du CNEXO³⁵ et du CNES³⁶. Si ces trois organismes figurent en bonne place dans le versement 77/321 par suite de collecte artificielle dans des caves après déménagement, sans filiation explicite, il n'en va pas de même pour le deuxième versement CNES. Celui-ci versé sous la cote AN 86/0235 (art 33-37) par le département Espace-Océan-Environnement, vient du fait de l'appartenance antérieure de M. Jean-Max de Lamare, Chef de ce département scientifique, au CNES, en qualité de Directeur des programmes et de la politique industrielle jusqu'en 1976.

Autres fonds apparentés : Les Missions prioritaires de la Recherche. Ces missions d'études concernent des secteurs prioritaires de la Recherche. Crées par le Ministre d'État, Ministre de la Recherche et de la Technologie elles ont pour objet, dans chaque secteur concerné, d'inventorier les moyens disponibles, de définir des programmes d'actions prioritaires de recherche et de développement technologique à moyen terme, de préciser les coordinations nécessaires entre les acteurs concernés ainsi que les réformes de structure à envisager. Les travaux des groupes d'études chargés de conduire les missions s'exercent en liaison étroite avec les départements ministériels intéressés. La Mission relevant du secteur prioritaire Énergie et versée avec les fonds d'archives du Département Énergie-matières premières (versement AN 85/0245) couvrait deux préoccupations majeures :

- l'utilisation rationnelle de l'énergie et la diversification des sources énergétiques
- la géothermie

33. Ce fonds est cependant très lacunaire. Il peut être complété par des pièces CSRSPT conservées dans le fonds Neel appartenant à la Mission CNRS et versé aux AD de l'Isère sous la cote 6888 W.

34. Ce rapport dit Rapport BARREE est conservé dans les fonds de la Mission Recherche sous la cote RE 104 supplément.

35. Ces 3 organismes figurent dans le 77/321 dans les articles suivants : INH (362, 1027) — CNEXO (465-476 bis) — CNES (410-464 bis). Il convient de consulter également le fonds 81/0401 pour la création de l'INSERM héritier de l'INH et du CNEXO initialement CNEO.

36. Quelques documents sur la préhistoire du CNES — le Comité des recherches spatiales — figurent un peu dans le 77/321 et dans l'ancien fonds documentaire de la DGRST sous la cote RE 130/31 (Mission Recherche).

Il fut demandé à MM. Chartier et Tazieff de présider ces deux groupes de travail. Nous possédons le fonds de la Mission Chartier dans AN 85/0245.

Les travaux de cette Mission ont abouti également à la création du Programme mobilisateur n° 1 intitulé *Production et utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique* rattaché à la Direction générale de la Recherche et de la Technologie/Service de programmation de la Recherche et figure sur l'organigramme du Ministère en 1985.

A noter qu'un certain nombre de ces Missions prioritaires dont fait partie la « Mission Chartier » ont été définies dans le cadre du Colloque Recherche et Technologie en janvier 1982. Ce fut un véritable événement scientifique conditionnant pendant des années la politique de la Recherche. De cette consultation nationale de la communauté scientifique lors de ses assises régionales (octobre-novembre 1981) puis journées nationales (13-16 janvier 1982), présidées par M. Chevènement, des orientations essentielles seront dégagées :

- projet de loi d'orientation et de programmation de la Recherche
- projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur
- Missions prioritaires de la Recherche et élaboration de programmes mobilisateurs
- Information sur les techniques de pointe
- coopération internationale accrue

Ce colloque peut être comparé dans l'Histoire de la Recherche, au colloque de 1956 sur la Recherche et les Universités dit colloque de Caen, celui-ci dégageant à l'époque, un projet global de développement scientifique.

Des décisions prises lors du Colloque Recherche et Technologie de 1982, sont apparues les applications suivantes :

- Loi d'orientation et de programmation de la Recherche 1982-1985 suivie du Plan triennal pour la Recherche 1986-1988
- projet de loi sur l'Enseignement supérieur dit Loi Devaquet dont le retrait par le Premier Ministre eut lieu le 8 décembre 1986
- établissement de 7 programmes mobilisateurs
- création en 1983 du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA) afin de répondre aux besoins d'information sur les techniques de pointe. Cet EPIC sera dissous le 31 décembre 1987.
- au titre de la coopération internationale, il faut citer notamment l'organisation du colloque franco-japonais.

Le fonds du Colloque Recherche et Technologie est le dernier fonds apparenté et non des moindres. Ses actes ont été publiés.

Fonds recherche et recherche historique

Les fonds d'archives Recherche peuvent donner lieu à deux types d'études :

— l'étude de la politique de l'État en matière de recherche scientifique (choix des objectifs, moyens mis en œuvre, structures) et l'impact de la France dans le domaine de la coopération scientifique internationale.

— l'étude d'une science ou d'une technique et de son évaluation

Mais pour toute recherche historique qu'elle soit institutionnelle ou Histoire des sciences, certains fonds sont « incontournables ». Il s'agit :

— du Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST) (versement AN 81/0401) dénommé également Comité des 12 sages. Pour la période 1958-1978, celui-ci retrace la création, l'organisation des instances administratives de la Recherche et des grands organismes de recherche, la mise en place de la politique de la Recherche et son évolution.

— des archives du Plan et de la Commission de la Recherche scientifique et technique dont nous avons évoqué l'importance croissante. La DGRST participait à son élaboration et en était le bras séculier. D'abord conservés dans un fonds à part entière (AN 77/1624), ces documents devront par la suite être lus au travers de versements de secteurs scientifiques, des archives de Direction en particulier du Cabinet de la DGRST et de la Division des Études et du Plan.

— du versement 77/321, premier versement administratif de la Recherche pour la période 1954-1976 où se trouvent rassemblées — nous l'avons déjà évoqué — les archives du CSRSPT, du CCRST et de la DGRST (création et organisation des divisions administratives et secteurs scientifiques). Se trouvent notamment conservées les 9 premières actions concertées avec les délibérations de ces comités scientifiques, base de l'orientation de la politique de la Recherche de l'Etat dans les années 60.

1) Quant aux fonds plus spécifiques permettant d'étudier la participation aux grandes décisions d'orientation de la Recherche :

— les travaux du Conseil supérieur de la Recherche (1954-1958)³⁷ et des procès-verbaux et dossiers de séances du CCRST (déjà cité) et du CIRST (1959-1978)³⁸.

Parmi les fonds collectés par la Mission, en cours de classement :

— la programmation et la coordination des recherches, dans les fonds de la Direction puis de la Présidence de la Mission scientifique et technique³⁹. Instance administrative de la DGRST puis du

37. Ce fonds d'archives bien qu'antérieur à la DGRST fut versé lors du déménagement de celle-ci au 35, rue St Dominique et coté 77/321

38. Voir AN 77/321 et AN 81/0401 : fonds du CCRST où figure de nombreux documents CIRST. Idem pour le deuxième versement CCRST sous la cote 87/0325. Certaines délibérations du CIRST sont conservées également dans l'ancien fonds documentaire DGRST (Ministère Recherche, RE 130).

39. Ces fonds ont été versés par M. Farge, Directeur de la MST/DGRST puis MST/MRT et M. Chahbali, Président de la MST de 1983 à 1986 (versement

Ministère jusqu'en 1986, elle a contribué à l'élaboration du Schéma d'orientation scientifique et technique (SOST), une des émergences du Colloque Recherche et Technologie. Le SOST constitue une véritable programmation de la Recherche.

— le fonds d'archives de la Direction de la politique générale de la Recherche (M. J.F. Thery, Directeur, versement AN 90/0593).

— les dossiers budgétaires contenus dans la Division des Affaires budgétaires, du fonds de la Recherche et dans les secteurs scientifiques où affluent les besoins des grands organismes de recherche.

Au titre de l'élaboration des textes législatifs, notamment celle de la loi d'orientation et de programmation de la Recherche, il est nécessaire de consulter :

— le fonds d'archives de la Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) (M. Roland Morin, Directeur, versement AN 90/0594).

— les archives de Direction notamment les Cabinets ministériels

— le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT)⁴⁰.

— le Colloque Recherche et Technologie (Fonds d'archives ADEMAST et celui du Service d'Information et de Communication/Centre de Documentation) cité ci-dessus dans les fonds apparentés.

Au titre de la politique de la recherche en information scientifique et technique :

— le fonds du Bureau national de l'Information scientifique et technique (BNIST) peut être consulté (1973-1979)⁴¹.

AN 92/0550. A cette date, disparait la MST et la coordination entre les départements scientifiques est assurée de 1986 à 1988 par deux nouvelles instances :

— la Délégation à la Recherche regroupant les secteurs de recherche fondamentale ;

— la Délégation à l'Innovation et à la Technologie (DIT), pour la recherche appliquée.

A compter de 1989, cette coordination est reprise par la Direction scientifique et technique (DST) coiffant l'ensemble des départements scientifiques au nombre infiniment plus restreint.

A noter que la DIT citée ci-dessus ne doit pas être confondue avec l'ancienne DIT du Ministère de l'Industrie qui est cours jusqu'en 1982, date à laquelle elle donna naissance à la Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI) du MRT elle-même abrogée en 1984, lors du second MRT.

40. Le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) institué en juillet 1982, constitua la nouvelle assemblée des Sages dont les membres sont au nombre de 40, nommés par le Ministre dont le vice-président. Successeur du CCRST, cet organisme est placé auprès du Ministre de la Recherche et présidé par lui.

41. Voir AN 86/0236. Crée par décret du 5 février 1973, le BNIST, organe interministériel relevant de l'Industrie, fut remplacé en septembre 1979, par la Mission interministériel de l'Information scientifique et technique (MIDIST). La MIDIST, d'abord sous tutelle de l'Industrie, fut placée sous celle du MRT en 1982. Elle fut abrogée lors de la création par décret du 31 juillet 1985 de la Délégation à l'Information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT).

Au titre de la coopération scientifique internationale :

— la Division des Affaires internationales renferme des dossiers intéressant l'étude comparative de la recherche en France et à l'étranger : rapports de missions, notes des conseillers scientifiques auprès des ambassades⁴².

Au titre de l'information scientifique et technique et de la coopération scientifique internationale, la Mission a collecté les fonds du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA). Cet EPIC créé par décret du 22 février 1983, sera dissous le 31 décembre 1987. Il faut noter que cet organisme assurait le secrétariat exécutif du groupe TCE (Technologie-croissance-emploi) communément appelé groupe de Versailles et, à ce titre, a mené une action importante pour l'élaboration du programme EUREKA. Parmi ces fonds, figure également une importante collection de vidéocassettes.

2) Étude d'une science ou d'une technique et de son évaluation.

On peut consulter par exemple :

— les procès-verbaux et dossiers de séances des Comités scientifiques⁴³, conservés dans la division du fonds de la Recherche puis les secteurs et départements scientifiques. Ces instances, de la DGRST au MRT, gèrent l'attribution et contrôlent l'utilisation des subventions accordées sur la recommandation des Comités dont elles assurent le secrétariat.

— les aides à la Recherche : Les dossiers d'aides à la recherche ne sont pas « que » des documents comptables mais ont une partie scientifique représentée par le rapport de fin de contrat soldant le dossier d'aide et pour les secteurs scientifiques, en ajout à ce rapport, le rapport annuel d'avancement des travaux exigé par ces secteurs avec plus ou moins de rectitude et ce, jusqu'au début des années 80. La demande d'aide à la recherche jointe au dossier, fournit également de précieux renseignements sur l'évaluation du coût de la recherche proposée, tant en personnel que matériel scientifique.

Ces aides à la recherche sont donc conservées jusqu'en 1983 inclusivement en double série :

— dans chaque secteur scientifique, les dossiers groupés par action concertée et par année de constitution, sont versés à l'occasion de l'archivage du secteur.

rattachée au Cabinet du MRT. La DIXIT reprend les attributions, le personnel et les fonds d'archives de la MIDIST. Restant en cours de classement à la Mission, les fonds d'archives de la MIDIST. Sous la cote AN 89/0235, figurent les conventions BNIST-MIDIST-DIXIT versées par la Délégation à l'information scientifique et technique (DIST) du MRT, successeur de la DIXIT.

42. Voir AN 82/0254.

43. Les archives des 9 premières actions concertées sont conservées dans AN 77/321.

— conservées et versées régulièrement par la Division du Fonds de la Recherche puis Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) de la DGRST; par la Direction du financement de la Recherche (DFR) puis Direction de l'Administration et du Financement de la Recherche (DAFR) du Ministère, cette seconde série se présente toutes actions concertées confondues, versée par année de solde. Cette collection a l'énorme avantage d'être exhaustive et d'être accompagnée d'index informatisés par thèmes de recherche et organismes bénéficiaires depuis cette année (1989); l'application informatique démarre elle-même sur les dossiers de 1984. De partiels ces index deviendront, avec le temps, de plus en plus complets et seront de bons outils de recherche dans ces fonds.

A compter donc de 1984, les dossiers appartenant à la DFR/DAFR étant informatisés d'une part et d'autre part, les rapports annuels d'avancement des travaux n'étant plus sollicités par les départements scientifiques, la Mission ne conserve depuis cette date que la collection DFR/DAFR figurant dans cet état des versements, sous les intitulés suivants :

- Aides à la recherche scientifique et technique
- Aides aux nouvelles technologies, prospective
- Aides à la recherche industrielle, innovation
- Information et culture scientifique et technique

Il ne faut cependant pas écarter de la consultation les fonds des secteurs scientifiques pour leur conservation des archives des comités d'actions concertées (PV Réunions, Recommandations) que ne contient pas la collection de la DFR/DAFR. Il est souvent possible de relever un suivi scientifique plus complet par la conservation de rapports annuels sur le déroulement de la recherche. Certains secteurs ont fait l'objet de classements et d'inventaires approfondis : recherche biomédicale (1960-1982), énergie et matières premières (1970-1982), agronomie et pays en voie de développement (1964-1980), espace, océan, environnement (1966-1983), Information scientifique et technique (1973-1987). Chaque fonds se divise en deux : la gestion du secteur, les comités et décisions d'aide.

Les rapports de fin de contrat sont conservés également au Centre de documentation du CNRS⁴⁴. Les recherches historiques sont facilitées par des catalogues des rapports de fin de contrat publiés par le Centre de documentation du CNRS à partir de 1968.

A noter à cette occasion que le Centre de documentation du Ministère conserve les rapports de fin de contrat de l'ensemble des départements scientifiques pour les dix dernières années.

Pour compléter cette vue d'ensemble sur les aides à la Recherche, il ne faut pas non plus sous-estimer la recherche industrielle, l'aide

44. Le Centre de documentation du CNRS a été abrogé lors de la création le 15 mars 1988 de l'INIST à Nancy (2, allée du Parc de Brabois 54514 Vandoeuvre-lès-Nancy Cedex). Cet institut conserve l'ancien fonds documentaire du CNRS et reçoit depuis cette date les rapports de fin de contrat.

au développement attribuée de 1965 à 1978 à des entreprises axées sur l'innovation (AN 82/0475). Les dossiers d'aide au développement servent à l'étude des applications industrielles de la recherche. Ils sont également une photographie de l'entreprise à un moment donné par la fourniture annuelle de bilans financiers, exigée par le Crédit national. La procédure mise en place en 1965 avait pour objet de faciliter la mise au point dans l'industrie, des procédés, matériaux et techniques nouvelles. Les demandes sont instruites techniquement par chaque ministère, financièrement par le Crédit national et gérées jusqu'en 1979 par la DGRST puis par l'ANVAR; cette aide devient alors aide à l'innovation.

Dans les années 80 devront être consultés les dossiers d'aide aux grands groupes industriels sous forme de contrats de programme — sorte d'enveloppe globale allouée pour un ensemble de recherches — et les contrats de Plan État-Région concourant à la régionalisation de la Recherche.

L'inventaire des possibilités de recherche qu'offrent ces fonds d'archives a été dressé en fonction de la « connaissance sur le terrain ». Il se veut indicatif et non exhaustif. Il est ouvert à toutes les évolutions possibles.

S'ensuit l'état des versements proprement dit⁴⁵, accompagné d'annexes et d'un index permettant au lecteur un premier regroupement thématique et institutionnel pouvant l'aider dans sa recherche.

VERSEMENTS 1977-1989

77/321....

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), généralités, comités et commissions, groupes de travail, réunions, travaux, budget, organismes de recherche, enquête outre-Mer, documentation, 1939-1975

Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRSPT), généralités, commissions, organismes de recherche, affaires internationales, documentation, 1954-1958

DGRST, création, organisation, 1959-1968; Divisions administratives : Cabinet, 1958-1974 — Affaires internationales, 1954-1974 — Études et Plan, 1959-1974 — Fonds de la Recherche, 1957-1970 — Information et Relations extérieures, 1964-1973; Secteurs scientifiques : généralités, comités et commissions, affaires internatio-

45. Mémento à chaque versement du service versant (SV) et du service d'origine et de sa filiation (SO)

nales, organismes de recherche, comités d'actions concertées, 1953-1976

160 ml. (1600 liasses).....1939-1976
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Affaires scientifiques de
Défense

S.O. : /

77/324....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide⁴⁶ fin III^e-IV^e Plans

75 ml. (750 liasses).....1960-1965
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Administration
générale et de la Comptabilité (DAGC)

S.O. : DGRST, Division du fonds de la
Recherche

77/387....

(cote interne IND 2010-2592 RST 56-638)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, V^e Plan

97 ml. (970 liasses).....1966-1970
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la
Recherche

46. Cette appellation bien que postérieure (1974) a été choisie par souci d'uniformisation pour désigner les contrats de Recherche, conventions et marchés.

77/606....
(cote interne RST 1-55)

FONDS DE LA RECHERCHE

Développement des principaux axes de recherche : groupes de travail, notes, rapports, enquêtes, comités techniques ; grands groupes industriels, brevets, 1956-1970

AFFAIRES INTERNATIONALES

Coopération bilatérale notamment coopération franco-soviétique, échanges de chercheurs, Missions à l'Etranger, rapports des conseillers et attachés scientifiques d'ambassade, organisations internationales, documentation, 1950-1968

18 ml. (180 liasses).....1950-1970
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Administration
générale et de la Comptabilité (DAGC)

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la
Recherche — DGRST, Division des Affaires
internationales

77/1531....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide (rapports de fin de contrat), III^e-V^e Plans (1960-1970) (opérations terminées en 1961-1972)

Transports, projets de recherche, rapports, 1973

14 ml. (140 liasses).....1960-1973
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la
Recherche

77/1624....

IV^e PLAN

Commission de la Recherche scientifique et technique, PV
réunions, 1960-1963

Évaluation des besoins par disciplines⁴⁷ et organismes publics de recherche placés sous tutelle de ministère, actions nouvelles, régionalisation, s.d. (1962-1965?)

3 ml. (30 liasses),.....s.d., 1960-1963
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DAGC

S.O. : DGRST, Division des Études et du Plan⁴⁸

78/271....

V^e PLAN

Commission de la Recherche scientifique et technique, réunions, groupes de travail, rapports, projet de loi du Ve plan, 1964-1968
Évaluation des besoins par Ministères et organismes publics placés sous tutelle de ministère, s.d. (1966-1970?)

5 ml. (50 liasses),.....s.d., 1964-1968
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la comptabilité (DAGC)

S.O. : DGRST, Division des Études et du Plan

81/0085....

VI^e — VII^e PLANS

Commission de la Recherche, réunions, Comités et groupes de travail, groupes d'experts, rapports, travaux ; régionalisation, schéma directeur de la Recherche, affaires internationales, 1967-1978

DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Minutier chronologique actif, 1968-1976

Budget : demandes budgétaires par ministères et organismes sous tutelle ; projet de loi de finances ; financement de la recherche.

47. Les documents traitant de l'énergie ont été prélevés et intégrés dans AN 85/0245

48. Dans les années 60, la Division des Études et du Plan avait pour attributions, outre la planification, la prospective et la préparation de la politique de la Recherche, celles des affaires économiques et financières

rapports, 1956-1973, 1976-1977 ; Institut Pasteur : Budget, plan d'assainissement financier, programmes de recherche, 1966-1977

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1972-1973

59 ml. (590 liasses) 1956-1978
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Information et des relations extérieures (DIRE)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) (Courrier, Budget, aides)

81/0244....

DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives : Délégués et Directeurs (M. Pierre AIGRAIN, 1969-1973 — M. Hubert CURIEN, 1968-1975)⁴⁹ — Affaires internationales 1967-1978 — Études et Plan, 1958-1980 — Organisation et moyens de la Recherche⁵⁰, 1965-1976 — Relations extérieures⁵¹, 1969-1976

Secteurs scientifiques : Électronique, 1963-1977 — Énergie-matières premières, 1972-1980 — Métallurgie-mécanique, 1966-1977 — Recherche biomédicale (biologie, médecine, GBM⁵²), 1963-1980

70 ml. (700 liasses).....1958-1980
communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : /

49. Rapports de M. CURIEN sur la Recherche spatiale antérieurs à sa prise de fonctions.

50. À compter de 1978, cette Division se dénommera Division de l'Emploi scientifique et des structures de la Recherche et figure comme telle dans l'état général des Fonds DGRST.

51. Cette Division est regroupée dans l'état général des Fonds, aux Affaires internationales. Ce service traite de 1972 à 1974, des affaires internationales, de l'information et des affaires scientifiques de Défense.

52. GBM : Génie biologique et médical.

81/0401....

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), réunions, rapports, documents de travail, 1958-1978

DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives : Fonds de la Recherche⁵³ organisation, échanges de chercheurs, aides à la recherche (actions concertées, actions urgentes, bourses), 1963, 1968-1979

Secteurs scientifiques : Chimie : notes, rapports, affaires internationales, comités d'actions concertées, 1968-1978

37 ml. (370 liasses).....1958-1979

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'information et des relations extérieures (DIRE)

S.O. : /

81/0429....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1966-1973

100 ml. (1000 liasses).....1966-1973

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

81/0437....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1973-1976

53. Avant 1976, cette division s'acquittait du suivi scientifique et de la gestion comptable des contrats de recherche, conventions et marchés) appelés ultérieurement décisions d'aide. À compter de 1976, ceci était du ressort de la Division de l'Administration générale et de la comptabilité. Ce fonds conserve essentiellement les actions urgentes appelées également actions spécifiques et les fonds de divers comités d'actions concertés avec quelques dossiers de décisions d'aide.

100 ml. (1000 liasses).....1973-1976

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, Division de l'Information et des relations extérieures (DIRE)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

81/0478....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1966-1967, 1969-1970, 1976-1978; Minutier chronologique, 1970-1977; Interventions particulières, 1971-1977; fiches de contrat IV^e-VU^e Plans, 1962-1976; notifications, autorisations de programmes, 1961-1976; échanges de chercheurs 1966-1968; Bourses, 1962-1969

50 ml. (500 liasses).....1961-1978

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : DGRST, Division du Fonds de la Recherche — DGRST, DAGC

81/0479....

DGRST, AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

Divisions administratives : Fonds de la Recherche, Secrétariat des Comités : création, listes des membres, PV réunions recommandations, 1962-1979

Secteurs scientifiques : Sciences de l'Homme et de la Société : VII^e Plan, Mission Construction-transports-mécanique, comités d'actions concertées, 1970-1979 — Urbanisme, construction, transports⁵⁴ : Comités et groupes de travail, rapports, Budget, programmes de recherche, organismes de recherche, régionalisation, grands groupes industriels, affaires internationales, documentation, 1965-1980

22 ml. (220 liasses).....1962-1980

communicable 30 ans

S.V. : DGRST, DIRE

S.O. : /

54. Ce secteur scientifique figure dans l'Etat général des Fonds sous la dénomination Transports, urbanisme et logement.

82/0254....

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Secrétariat d'État à la Recherche (M. Jacques SOUDILLE : Minutier chronologique actif et passif, 1977-1978 — M. Pierre AIGRAIN : Minutier chronologique actif. Audits, organismes de recherche, manifestations scientifiques, documents de travail, 1978-1979), 1977-1979

DGRST, Divisions administratives : Délégués et Directeurs (M. Pierre AIGRAIN, 1970-1974 — M. Hubert CURIEN, 1973-1976 M. Bernard GREGORY, 1976-1977 — M. Roland MORIN⁵⁵, 1972-1978) — Cabinet (M. Raymond POIGNANT, Conseiller près du DG pour les affaires juridiques et administratives, 1962-1965) — Affaires internationales, 1965-1981 — Emploi scientifique et structures de la Recherche, 1954, 1963-1980

63 ml. (630 liasses).....1954-1981

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Service de l'Information et des relations publiques (SIREP)

S.O. : /



82/0255....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1974-1979 (opérations terminées en 1979)

35 ml. (350 liasses).....1974-1979

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction de la Politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

55. M. Roland Morin assura les fonctions de Chef de service du Plan et des affaires économiques et financières (1968). Adjoint au Délégué général pour la programmation économique et financière (1970), Délégué général adjoint (1974). Délégué général et Directeur de la DGRST (1978-1980). Chargé de Mission auprès du Ministre en 1981, il sera Directeur de la Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) de 1983 à 1986.

82/0475....

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Aide au Développement : textes législatifs, notes, rapports, budget, demandes d'aide, 1956-1981
Comité 1 Quater, réunions, recommandations, 1964-1979
ANVAR, Commission nationale d'attribution d'aide à l'innovation, réunions, recommandations, 1980-1981
Crédit national, subventions, expertises, statistiques, 1965-1981

83 ml. (830 liasses).....1956-1981

communicable 30 ans

S.V. : /

S.O. : DGRST, Division de l'Aide au Développement

83/0417....

AGRONOMIE

Minutier chronologique, VII^e-VIII^e Plans, organismes de recherche, comités d'actions concertées, actions spécifiques, contrats de programme, 1964-1981

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

VII^e Plan, organismes de recherche, coopération scientifique internationale, comités d'actions concertées, 1975-1980

27 ml. (270 liasses).....1964-1981

communicable 30 ans sauf

Art 2/3 : 120 ans (2101)

S.V. : /

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique secteur Agriculture, Alimentation et coopération avec les pays en voie de développement

83/0674....

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche, Décisions d'aide, 1974-1980 (opérations terminées en 1980)

51 ml. (510 liasses).....1974-1980
communiqué 30 ans

S.V. : MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC)

84/0178....
ENTREPRISES INDUSTRIELLES, FINANCEMENT
Lettres d'agrément pour l'obtention de crédits auprès du réseau bancaire, 1975-1979

1 ml. (10 liasses).....1975-1979
communiqué 30 ans

S.V. : MIR/DESTI, Service des aides à l'innovation

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT)⁵⁶

85/0245....
ÉNERGIES, MATIERES PREMIERES
Minutier chronologique, livre blanc sur la Recherche, vi^e-vii^e Plans, groupes de travail, Mission et comités interministériels, organismes de recherche, affaires internationales et coopération scientifique, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, contrats de programme, Mission prioritaire Utilisation rationnelle de l'énergie/Géothermie

23 ml. (230 liasses).....1970-1982
communiqué 30 ans

S.V. : /

⁵⁶. A la création du Ministère de la Recherche et de la Technologie en 1982, les attributions de la DIT/industrie ont été reprises par la Direction du développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI) du MRT, d'où les fonds d'archives provenant de l'industrie et traités par le MRT. A ce titre également, le MRT a été chargé de solder les dossiers comptables d'organismes dépendant initialement de l'industrie : BNIST/MIDIST/CPE.

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, secteur Énergie, matières premières et milieux naturels

85/0506....
(cote interne RE 189)
AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1974-1982 (Opérations terminées en 1981-1982)
19 ml. (190 liasses).....1974-1982
communiqué 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières

86/0037....
RECHERCHE BIOMÉDICALE

Programme décennal de la Recherche, vii^e Plan, Schéma Directeur de la Recherche, comités interministériels, personnel de recherche, organismes de recherche, grands groupes industriels, coopération scientifique internationale, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, 1939-1982

13 ml. (130 liasses).....1939-1982
communiqué 30 ans sauf
Art 2 : 60 ans (2042)

S.V. : /

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, Secteur Recherche biomédicale

86/0038....
AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION
Conventions Développement de la Recherche industrielle et

Innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1982 (Opérations terminées en 1982-1983)

5 ml. (50 liasses).....1975-1983
communicable 30 ans

S.V. : MRES, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), SD affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

86/0039....
(cote interne RE 178)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, décisions d'aide, 1979-1982 (Opérations terminées en 1982-1983)

21 ml. (210 liasses).....1979-1983
communicable 30 ans

S.V. : MRES/DGRT/DFR

S.O. : DORST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

86/0040....
(cote interne RE 183)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1978 (Opérations terminées en 1983)

22 ml. (220 liasses).....1974-1983
communicable 30 ans

S.V. : MRES/DGRT/DFR

S.O. : DGRST/DAGC — MRT/DPG, SD Affaires budgétaires et financières MIR/DESTI/SIF

86/0235....

ESPACK, OCÉAN, ENVIRONNEMENT

Minutier chronologique, Mission CHAVANACE, v^e-vii^e Plans, Commission et comités interministériels, Budget, organismes de recherche, affaires internationales et coopération scientifique, comités d'actions concertées, actions spécifiques, régionalisation, 1966-1983 ; Archives du CNES, 1967-1976

12 ml. (120 liasses).....1966-1983
communicable 30 ans

S.V. : /

S.O. : DGRST, Mission scientifique et technique, Secteur Espace, océan, environnement

86/0236....

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Comité d'études Documentation, comité d'action concertée, 1963, 1969-1974 ; BNIST, création, minutier chronologique, Mission BOURSIN, comités et groupes de travail (Formation, Vulgarisation scientifique et technique, Édition scientifique, réseaux documentaires), conventions, coopération scientifique internationale, Documentation, 1968-1981

16 ml. (160 liasses).....1963-1981
communicable 30 ans

S.V. : MIDIST (Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique)

S.O. : BNIST (Bureau national de l'Information scientifique et technique)

87/0323

DGRST, Cabinet, 1959-1981
(versement décoté par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0548

87/0324

Secrétariat d'État à la Recherche, 1974-1981
(versement décoté par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0546

87/0325

Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique CCRST), 1958-1981

(Versement déposé par le Centre des Archives contemporaines) Voir Versement AN 92/0547

88/0086....

(cote interne RE 184)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1984 (opérations terminées en 1984)

23 ml. (230 liasses).....1974-1984

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la Politique générale (DPG), SD affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

88/0087....

(cote interne RE 186)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1982 (Opérations terminées en 1985)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1984 (Opérations terminées en 1985)

27 ml. (270 liasses).....1974-1985

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — DGRST/DAGC MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

88/0088....

(cote interne RE 213)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1974, 1976-1982 (Opérations terminées en 1985)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1966, 1971-1985 (Opérations terminées en 1985)

FORMATION

Bourses de formation recherche biomédicale et Biotechnologies, 1979-1984 (Opérations terminées en 1984)

42 ml. (420 liasses).....1966-1985

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie/DIT DGRST/DAGC — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI /SIF

89/0220....

(cote interne RE 211)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1975-1981; Aides aux régions, 1975-1981 (Opérations terminées en 1984)

6 ml. (60 liasses).....1975-1984

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT, Direction de la Politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0221....

(cote interne RE 212)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST), conventions, 1980-1985 (Opérations terminées en 1980-1985)

4 ml. (40 liasses).....1980-1985

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0222....

(cote interne RE 243)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1974-1983 (Opérations terminées en 1986)

27 ml. (270 liasses).....1974-1986

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0223....

(cote interne RE 246)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide, 1983-1986 (Opérations terminées en 1986)

20 ml. (200 liasses).....1983-1986

communicable 30 ans

*S.V. : MRT/DGRT/DFR**S.O. : MIR/DESTI/SIF*

89/0224....

(cote interne RE 248)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1974-1984 (Opérations terminées en 1986)

3 ml. (30 liasses).....1974-1986

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF

89/0225....

(cote interne RE 249)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Développement de la Recherche industrielle et innovation :

Comité Quater, Décisions d'aide au développement, 1966-1969, 1971-1979 (Opérations terminées en 1986)

1 ml. (10 liasses).....1966-1986
communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Aide au Développement — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF)

89/0226....
(cote interne RE 250)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'Information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1980-1986 (Opérations terminées en 1986)

3 ml. (30 liasses).....1980-1986
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR/DESTI/SIF — MRT/DIXIT

89/0227....
(cote interne RE 251)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1982-1986 (Opérations terminées en 1986)

1 ml. (10 liasses).....1982-1986
communicable 30 ans
S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) MRT/DIXIT

89/0228....
(cote interne RE 259)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974, 1976-1985 (Opérations terminées en 1986)

11 ml. (110 liasses).....1974-1986
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR/ DESTI/SIF

89/0229....
(cote interne RE 274)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1977-1986 (Opérations terminées en 1987)

18 ml. (180 liasses).....1977-1987
communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : DGRST/DAGC — MRT/DPG, S-D

affaires budgétaires et financières —
MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/ DFR

89/0230...

(cote interne RE 278)

FORMATION

Bourses de formation Recherche agro-alimentaire, biotechnologies, écologie-aménagement rural (ECAR), filière Bois, Recherche biomédicale (génie biologique et médical, allo-greffes, pharmacocinétique), toxicologie agricole et alimentaire, Dossiers individuels, 1981-1985 (Opérations terminées en 1987)

1 ml. (10 liasses).....1981-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRES/DGRT/DFR

89/0231...

(cote interne RE 179)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1977-1980 (Opérations terminées en 1987)

0,30 ml. (3 liasses).....1977-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et finan-

cières — MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/ DFR

89/0232...

(cote interne RE 322)

AIDES À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Fonds de la Recherche et de la Technologie, Décisions d'aide 1974-1986 (Opérations terminées en 1987)

27 ml. (270 liasses).....1974-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : DGRST, Division de l'Administration générale et de la Comptabilité (DAGC) — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRES/DGRT/DFR

89/0233...

(cote interne RE 391)

AIDES AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES, PROSPECTIVE

Centre de Prospective et d'Évaluation (CPE), conventions, 1976, 1982-1986 (Opérations terminées en 1987)

AIDES À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE, INNOVATION

Conventions Développement de la Recherche industrielle et innovation de la DIT et des Directions techniques du Ministère de l'Industrie, 1980-1986 (Opérations terminées en 1987)

2 ml. (20 liasses).....1976-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT/DGRT/DFR

S.O. : CPE — Ministère Industrie, Direction

de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — Ministère Industrie, Délégation à l'innovation et à la Technologie (DIT) — MRT/DPG, S-D affaires budgétaires et financières — MIR/DESTI/SIF — MRES/DGRT/DFR

89/0234...

(cote interne RE 392)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique (MIDIST) / Délégation à l'information, à la communication et à la culture scientifique et technique (DIXIT), conventions, 1980-1986 (Opérations terminées en 1987)

2 ml. (20 liasses).....1980-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT, Direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT), Direction du Financement de la Recherche (DFR)

S.O. : MIDIST — Ministère Industrie, Direction de l'Administration générale, Affaires économiques et financières — MRT, Direction de la politique générale (DPG), S-D affaires budgétaires et financières — MIR, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI), Service Interventions financières (SIF) — MRT/DIXIT — MRES/DGRT/DFR

89/0235...

(cote interne RE 309)

INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

BNIST, conventions, 1974-1979; MIDIST/DIXIT, conventions, 1979-1986; DIST, conventions, 1987 — Projets de conventions, 1983 — Transferts et annulations, 1980, 1982 — Divers (Fondation Diderot), s.d.

34 ml. (340 liasses) s.d., 1974-1987

communicable 30 ans

S.V. : MRT/Délégation à l'Information scientifique et technique (DIST)

S.O. : BNIST (Bureau national de l'Information scientifique et technique) — MIDIST (Mission interministérielle de l'information scientifique et technique) — MRT/ DIXIT

INDEX PAR SERVICES VERSANTS ET THÈMES DE RECHERCHE

Ensemble de références groupées par ordre alphabétique, composé de deux grandes rubriques :

Services d'origine (entre parenthèses : indication de leur filiation)

Thèmes de recherche

Les thèmes de recherche et sigles proviennent de l'index-matières du Fichier de l'État général des Fonds DGRST, 1959-1981 (AN/Mission Recherche, septembre 1983)

Les sigles d'organismes et leur développement inclus dans cet index sont les plus usités.

ACTION COMPLÉMENTAIRE COORDONNÉE

voir Action concertée

ACTION CONCERTÉE (Comité)

77/321, 81/0244, 81/0401, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235, 86/0236.

ACTION DE PROGRAMME

voir Division du Fonds de la Recherche

ACTION SPÉCIFIQUE

83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.

voir aussi :

Division du Fonds de la Recherche

Localisation des équipes de recherche

Régionalisation de la Recherche MST/Secteurs de Recherche

Ministère, Départements scientifiques

ACTION URGENTE

voir Action spécifique

ADI

voir Agence pour le Développement de l'Informatique

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA COMPTABILITÉ (DGRST, division administrative)

81/0085, 81/0437, 81/0478, 82/0255, 83/0674, 81/0429, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0232.

AEE

voir Agence pour les économies d'énergie

AFFAIRES BUDGÉTAIRES (DGRST, division administrative)

77/321

AFFAIRES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES (MRT, division administrative)

85/0506, 86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0222, 89/0224, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

AFFAIRES INTERNATIONALES

77/321, 77/606, 81/0085, 81/0244, 81/0401, 81/0478, 81/0479, 82/0254, 83/0417, 85/0245, 86/0235, 86/0236

voir aussi :

Coopération scientifique
Missions scientifiques
Pays en voie de développement
Cabinet DGRST
MST/Secteurs de Recherche
Cabinets ministériels
MST/Direction et Présidence
Ministère, Départements scientifiques

AFFAIRES INTERNATIONALES (DGRST, division administrative)

77/321, 77/606, 81/0244, 82/0254.

AFFAIRES SCIENTIFIQUES DE DÉFENSE

77/321, 86/0236.

voir aussi :

DGRST, Cabinet
BNIST, Comité Documentation
Cabinets ministériels
Ministère, Délégation générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT)

AGENCE DE VALORISATION DE LA RECHERCHE

82/0475.

voir aussi :

MST/Secteurs de Recherche
Ministère, Départements scientifiques

AGRICULTURE

voir aussi :

Agronomie
Filière Bois
Pays en voie de développement
Recherche agro-alimentaire

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 83/0417.

AGRO-ALIMENTAIRE

voir Agriculture, Recherche agro-alimentaire

AGRONOMIE

83/0417.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

voir aussi :

ANVAR
Crédit national
Entreprise industrielle
Fonds de développement économique et social (FDES)
Innovation
Recherche industrielle

AIDE AU DÉVELOPPEMENT (DGRST, division administrative)

82/0475, 89/0225.

AIDE A LA RECHERCHE

voir :

Aide au Développement
Fonds de la Recherche
Formation
Information scientifique et technique
Recherche industrielle
Recherche scientifique et technique
Technologie nouvelle

AIGRAIN (Pierre)

Délégué général : 81/0244, 82/0254

Secrétaire d'État : 82/0254, 87/0324

ALIMENTATION

voir Agriculture, alimentation et coopération avec les pays en voie de développement (DGRST, secteur scientifique)

ALLOCATION DE RECHERCHE

voir :

Emploi scientifique et structures de la Recherche (DGRST, division administrative)
Ministère, SESAR

AMÉNAGEMENT RURAL

voir Écologie-aménagement rural (ECAR)

ANRT

voir Association nationale de la Recherche technique

ANVAR

voir Agence nationale pour la valorisation de la Recherche

AUTORISATION DE PROGRAMME

81/0478.

BANQUE DE DONNÉES

voir :

BNIST, MIDIST
Ministère, DIXIT, DIST
Division des Études et du Plan
MST/Électronique — traitement de l'Information —
Télécommunications et Instruments de mesure

BÂTIMENT

voir :

MST/Transports — Urbanisme et Logement
Ministère, DESTI

BIOTECHNOLOGIE

voir aussi :

MST/Recherche biomédicale
Ministère, programme mobilisateur
Ministère, Départements scientifiques
CESTA

BIOTECHNOLOGIE (Bourse)

88/0088, 89/0230.

BNIST

voir Bureau national de l'Information scientifique et technique

ÉTAT DES VERSEMENTS**BNM**

voir Bureau national de métrologie

BOIS

voir aussi :

Conseil supérieur de la Recherche scientifique
Filière Bois
MST/Agriculture — Alimentation et Coopération avec les pays en voie de développement
Ministère, DESTI

BOIS (FILIERE) (Bourse)

89/0230

BOURSE

81/0401, 81/0478, 88/0088, 89/0230

voir aussi :

Division de l'Administration générale et de la Comptabilité
Division des Affaires internationales
Division du Fonds de la Recherche
Emploi scientifique et structures de la Recherche (allocations de Recherche)
MST/Secteurs scientifiques
Ministère, SESAR
Ministère, Départements scientifiques

BOURSIN (Mission)

86/0236

BREVET

77/321, 77/606.

voir aussi :

Division de l'aide au Développement
Division du Fonds de la Recherche
MST/Direction et Présidence

BRGM

voir Bureau des Recherches géologiques et minières

BUDGET (Recherche)

77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0479, 86/0235.

voir aussi :

Division de l'Administration générale et de la comptabilité
Division des Affaires budgétaires
Division des Études et du Plan
Enveloppe Recherche
Rationalisation des choix budgétaires (RCB)

BUREAU NATIONAL DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
86/0236, 89/0235.

CABINET (DGRST)
77/321, 82/0254, 87/0323.

CEA
voir Commissariat à l'énergie atomique

CCRST
voir Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique

CENTRE DE PROSPECTIVE ET D'EVALUATION
89/0233

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
77/321, 86/0235

CERN
voir Centre européen de Recherche nucléaire

CESTA
voir centre d'Etudes des Systèmes et des Technologies avancées

CHALENDAR (DE) (Mission)
87/0323
voir aussi : Division des Affaires budgétaires

CHARTIER (P.)
85/0245
voir Mission prioritaire Utilisation rationnelle de l'énergie, 1982

CHAVANACE (Mission)
86/0235.

CHERCHEUR
voir :
Affaires internationales (Missions scientifiques)
Cabinet DGRST (régionalisation)
Division des Études et du Plan
Division du Fonds de la Recherche
Emploi scientifique et structures de la Recherche
Formation
Ministère, Cabinet
Ministère, SESAR
Mission Detraz
Personnel de Recherche

CHIMIE (DGRST, secteur scientifique)
77/321, 81/0401.

CIRST
voir Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique

CNES
voir Centre national d'études spatiales

CNESER
voir Conseil national de l'Enseignement supérieur de la Recherche

CNET
voir Centre national d'études des Télécommunications

CNEXO
voir Centre national d'exploitation des océans

CNRS
voir Centre national de la Recherche scientifique

COMES
voir Commissariat à l'énergie solaire

COMITE CONSULTATIF DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
77/321, 81/0401, 87/0325.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
77/321, 81/0244.

COMITE TECHNIQUE
77/606

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN
voir :
Commission de la Recherche scientifique et technique
Division des Études et du Plan

COMMISSION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
IV^e Plan : 77/1624
V^e : 78/271
VI^e-VII^e : 81/0085

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DU PROGRÈS TECHNIQUE
77/321.

CONSTRUCTION — TRANSPORTS — MÉCANIQUE (Mission)
81/0479.

CONTRAT DE PROGRAMME
83/0417, 85/0245.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE
77/321, 77/606, 81/0401, 81/0478, 83/0417, 85/0245, 86/0037,
86/0235, 86/0236.

voir aussi :

Affaires internationales
Division du Fonds de la Recherche
(échange de chercheurs)
MST/Secteurs de Recherche
Pays en voie de développement

CORDES

voir Comité d'organisation des Recherches appliquées pour le
développement économique et social

CPE

voir Centre de prospective et d'évaluation

CRÉDIT NATIONAL

82/0475.

voir aussi : Division du Fonds de la Recherche

CSRSP

voir Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès
technique

CSTB

voir Centre scientifique et technique du Bâtiment

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

CURIEN (Hubert)

Délégué général : 81/0244, 82/0254.

DÉFENSE

voir Affaires scientifiques de Défense (DGRST, Cabinet —
Ministère, Direction générale de la Recherche et de la Technologie)

DÉLÉGATION A L'INFORMATION, A LA COMMUNICATION ET A LA
CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

DÉLÉGATION A L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
89/0235.

DÉLÉGATION A L'INNOVATION ET A LA TECHNOLOGIE (Ministère
Industrie)
84/0178, 86/0038, 89/0220, 89/0224, 89/0231, 89/0233.

DÉLÉGATION GÉNÉRALE A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (Administration)
Délégués, Directeurs : 77/321, 81/0244, 82/0254.
Cabinet : 77/321, 82/0254, 87/0323.

Divisions administratives

Administration générale et de la Comptabilité : 81/0085, 81/0429,
81/0437, 81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040,
88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0228, 89/0229, 89/0230,
89/0232.

Affaires budgétaires : 77/321.
Affaires internationales : 77/321, 77/606, 81/0244, 82/0254.

Aide au développement : 82/0475, 89/0225.
Emploi scientifique et structures de la recherche : 81/0244,
82/0254.

Études et du Plan : 77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0244.
Fonds de la Recherche : 77/321, 77/606, 81/0401, 81/0429,
81/0478, 81/0479.

Information et relations extérieures : 77/321.

Secteurs scientifiques

Agriculture — Alimentation et coopération avec les pays en
voie de développement : 77/321, 83/0417.

Chimie : 77/321, 81/0401.
Électronique — traitement de l'Information -Télécommunications
et Instruments de mesure : 77/321, 81/0244.

Énergies — matières premières et milieux naturels : 77/321,
81/0244, 85/0245.

Espace — océan et environnement : 77/321, 86/0235.
Matériaux — métallurgie — mécanique et Industries de trans-
formation : 77/321, 81/0244.

Physique — Mathématiques, Physique nucléaire et grands équipements : 77/321.

Recherche biomédicale : 77/321, 81/0244, 86/0037

Sciences de l'Homme et de la Société : 77/321, 81/0479

Transports — urbanisme et logement : 77/321, 81/0479.

DÉLÉGUES, DIRECTEURS (DGRST)

André MARÉCHAL, 1961-1968 : 77/321

Pierre AIGRAIN, 1968-1973 : 81/0244, 82/0254

Hubert CURIEN, 1973-1976 : 81/0244, 82/0254

Bernard GRÉGORY, 1976-1977 : 82/0254

Roland MORIN, 1974, 1976-1980 : 82/0254

DETRAZ (Mission)

voir : MST/Sciences de l'Homme et de la Société

DGRST

voir Délégation générale à la Recherche scientifique et technique

DGRT

voir Délégation générale de la Recherche et de la Technologie (Ministère)

DIDEROT (Fondation)

voir Fondation Diderot

DIST

voir Délégation à l'Information scientifique et technique (Ministère)

DIT

voir Délégation à l'Innovation et à la Technologie (Ministère Industrie)

DIXIT

voir Délégation à l'Information, à la Communication et à la Culture scientifique et technique (Ministère)

DOCUMENTATION

comité : 86/0236

réseaux : 86/0236

réseaux, aides : 89/0221

voir aussi :

Affaires scientifiques de Défense (DGRST, Cabinet)
BNIST, MIDIST, DIXIT, DIST

Division de l'Information et des Relations extérieures
MST /Secteurs de Recherche

ECAR

voir Écologie — aménagement rural

ÉCOLOGIE — AMÉNAGEMENT RURAL (Bourse)
89/0230

ÉDITION SCIENTIFIQUE

86/0236

ÉLECTRONIQUE — TRAITEMENT DE L'INFORMATION — TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INSTRUMENTS DE MESURE (DGRST, secteur scientifique)
77/321, 81/0244

EMPLOI SCIENTIFIQUE ET STRUCTURES DE LA RECHERCHE (DGRST, Division administrative)
81/0244, 82/0254

EMPLOI SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

77/321, 81/0244

voir aussi :

DGRST, Cabinet (régionalisation)

Bourses

Chercheurs

Division de l'Emploi scientifique et des structures de la Recherche

Division des Études et du Plan

Formation

Ministère, Cabinet

Ministère, SESAR

ÉNERGIE (Mission)

voir Mission Utilisation rationnelle de l'énergie

ÉNERGIE — MATIÈRES PREMIÈRES ET MILIEUX NATURELS (DGRST, secteur scientifique)
77/321, 81/0244, 85/0245.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE

82/0475, 84/0178

voir aussi grand groupe industriel

ENVELOPPE RECHERCHE

77/321, 78/271, 81/0085, 81/0479, 81/0244.

voir aussi :

DGRST, Cabinet
 Délégués généraux, Directeurs
 Division des affaires budgétaires
 MST/Direction et Présidence
 MST/Secteurs de Recherche

ENVIRONNEMENT
 voir Espace — Océan et Environnement

ESPACE — OCÉAN ET ENVIRONNEMENT (DGRST, secteur scientifique)
 77/321, 86/0235.

ÉTUDES ET PLAN (DGRST, division administrative)
 77/321, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0244.

FDES
 voir Fonds de développement économique et social

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE (Ministère, division administrative)
 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

FONDATION DIDEROT
 89/0235

FONDS D'INTERVENTION
 voir :
 Division de l'Administration générale et de la Comptabilité
 Division du Fonds de la Recherche
 Actions spécifiques

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (Comité)
 82/0475, 89/0225.

FONDS DE LA RECHERCHE
 voir aussi :
 Recherche scientifique et technique (aides)
 Division de l'Administration générale et de la Comptabilité
 Division des Études et du Plan (informatisation du Fonds de la Recherche)
 MST/Direction et Présidence
 MST/Secteurs de Recherche

FONDS DE LA RECHERCHE (Aides)
 77/324, 77/387, 77/1531, 81/0085, 81/0401, 81/0429, 81/0437.

81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0222, 89/0223, 89/0228, 89/0229, 89/0232.

FONDS DE LA RECHERCHE (DGRST, division administrative)
 77/321, 77/606, 81/0401, 81/0429, 81/0478, 81/0479.

FORMATION
 81/0401, 81/0478, 86/0236, 88/0088, 89/0230.

FRASCATI (Manuel)
 voir :
 Division des Affaires internationales Division des Études et du Plan

GRM
 voir Génie biologique et médical

GÉOTHERMIE (Mission)
 85/0245.

GERDAT
 voir Groupe d'études, de Recherche et de développement de l'agronomie tropicale

GRANDS ÉQUIPEMENTS
 voir Physique — Mathématiques — physique nucléaire et grands équipements (DGRST, secteur scientifique)

GRAND GROUPE INDUSTRIEL
 77/606, 81/0479, 86/0037.

GRÉGORY (Bernard)
 Délégué général : 82/0254

HORS-STATUT
 voir Personnel de Recherche

IFP
 voir Institut français du Pétrole

INDUSTRIE
 voir aussi :
 Aide au Développement
 Centre technique
 entreprise industrielle
 grand groupe industriel
 MST/Direction, Présidence
 MST/Secteurs de Recherche

Ministère, Direction du Développement scientifique et technologique et de l'innovation (DESTI)
Recherche industrielle

INDUSTRIE (MINISTÈRE) (Administration)

Divisions administratives

DAG/Affaires économiques et financières : 89/0221, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0233, 89/0234, DIT : 84/0178, 86/0038, 89/0220, 89/0224, 89/0231, 89/0233,

Organismes sous tutelle

BNIST : 86/0236
CPE : 89/0233
MIDIST : 86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234,

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

voir Matériaux — métallurgie — mécanique et industries de transformation (DGRST, secteur scientifique)

INDUSTRIE ET RECHERCHE (MINISTÈRE) 1983

Direction du Développement scientifique et technologique et de l'Innovation (DESTI)/Interventions financières : 86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234.

INFORMATION

voir :

Division de l'Information et des Relations extérieures BNIST, MIDIST, DIXIT, DIST, CESTA, CPE, MST/Secteurs de Recherche, Vulgarisation scientifique et technique

INFORMATION (Traitement)

voir Électronique — traitement de l'information, Télécommunications et instruments de mesure (DGRST, secteur scientifique)

INFORMATION ET RELATIONS EXTÉRIEURES (DGRST, division administrative)

77/321

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

INFORMATIQUE

voir :

Division des Études et du Plan
MST/Secteurs de Recherche
BNIST, MIDIST
CESTA

INFORMATISATION (DGRST)

voir :

DGRST, Cabinet
Division des Études et du Plan
Division du Fonds de la Recherche

INNOVATION

82/0475, 86/0038, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0224, 89/0225, 89/0231, 89/0233.

IN2 P3 (CNRS)

voir Institut national de Physique nucléaire et de physique des particules

INRA

voir Institut national de Recherche agronomique

INSERM

voir Institut national de la santé et de la Recherche médicale

INSTITUT PASTEUR

77/321, 81/0085

INSTRUMENTS DE MESURE

voir Électronique — Traitement de l'information — Télécommunications et instruments de mesure (DGRST, secteur scientifique)

INTERVENTIONS FINANCIÈRES (MIR/MRT, division administrative)

86/0038, 86/0039, 86/0040, 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225, 89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234

INVENTAIRE

voir :

Division des Études et du Plan
FRASCATI (Manuel)

IRCHA

voir Institut de Recherche en chimie appliquée

TRIA

voir Institut de Recherche en informatique et automatique

IRT

voir Institut de Recherche des Transports

LCPC

voir Laboratoire central des Ponts-et-Chaussées

LIVRE BLANC SUR LA RECHERCHE

85/0245.

voir aussi :

DGRST, Cabinet

Division des Études et du Plan

Division du Fonds de la Recherche

MST/Direction

LOGEMENT

voir Transports — Urbanisme et logement (DGRST, secteur scientifique)

MANUEL FRASCATI

voir :

Division des Affaires internationales

Division des Études et du Plan

MARÉCHAL (André)

Délégué général : 77/321.

MATÉRIAUX — MÉTALLURGIE — MÉCANIQUE et INDUSTRIES DE TRANSFORMATION (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0244.

MATHÉMATIQUES

voir Physique — Mathématiques — Physique nucléaire et grands Equipements (DGRST, Secteur scientifique)

MATIÈRES PREMIÈRES

voir Énergie — matières premières et milieux naturels (DGRST, Secteur scientifique)

MÉCANIQUE

voir :

Matériaux — métallurgie — mécanique et Industries de transformation (DGRST, secteur scientifique)

Construction — Transports — Mécanique (Mission)

MER

voir Océan

MÉTALLURGIE

voir Matériaux — Métallurgie — Mécanique et Industries de transformation (DGRST, Secteur scientifique)

MIDIST

voir Mission interministérielle de l'Information scientifique et technique

MILIEUX NATURELS

voir Énergie — matières premières et milieux naturels (DGRST, Secteur scientifique)

MINISTÈRE

voir :

Industrie

Industrie et Recherche 1983

Recherche et Enseignement supérieur 1986

Recherche et Technologie 1982

Recherche et Technologie 1984, 1988

MISSION BOURSEN

86/0236.

MISSION CHALENDAR

87/0323.

voir aussi DGRST, Division des Affaires budgétaires

MISSION CHARTIER

85/0245.

MISSION CHAVANACE

86/0235.

MISSION DETRAZ

voir MST/Sciences de l'Homme et de la Société

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236, 89/0221, 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

MISSION RECHERCHE — EMPLOI — TRAVAIL

voir Mission DETRAZ

MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (MST)

voir :

MST/Direction (DGRST, Ministère)

MST/Présidence (Ministère)

voir aussi :

DGRST, Cabinet
Division du Fonds de la Recherche
MST/Secteurs de Recherche

MISSIONS SCIENTIFIQUES

voir :

Division des Affaires internationales
MST/Secteurs de Recherche

MISSION TAZIEFF

85/0245.

MORIN (Roland)

Adjoint au DG, DG Adjoint, Délégué général, Directeur : 82/0254.

MST

voir Mission scientifique et technique (Direction et Présidence)

Océan

voir Espace — Océan et Environnement (DGRST, Secteur scientifique)

ONERA

voir Office national d'études et de recherches aérospatiales

OPTT

voir Opération interministérielle de Télédétection

ORGANISATION ET MOYENS DE LA RECHERCHE (DGRST, division administrative)

voir Emploi scientifique et structures de la Recherche (DGRST, division administrative)

ORGANISME DE RECHERCHE

77/321, 77/606, 77/1624, 78/271, 81/0085, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.

ORSTOM

voir Office de Recherche scientifique et technique pour les territoires d'outre-mer

PAP

voir programme d'action prioritaire

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

77/321, 83/0417.

voir aussi :

Affaires internationales

MST/ Agriculture — Alimentation et Coopération avec les pays en voie de développement (DGRST, secteur scientifique)

PERSONNEL DE RECHERCHE

77/321, 77/606, 81/0401, 81/0478, 86/0037, 88/0088.

voir aussi :

Chercheur
Formation

PHYSIQUE — MATHÉMATIQUES — PHYSIQUE NUCLÉAIRE ET GRANDS ÉQUIPEMENTS (DGRST, secteur scientifique)

77/321.

PLAN

iv^e Plan : 77/1624

v^e : 78/271, 86/0235

vi^e-viii^e : 81/0085, 81/0479, 83/0417, 85/0245, 86/0037, 86/0235.

voir aussi :

DGRST, Cabinet
Commission de la Recherche scientifique
Division des Études et du Plan
MST /Secteurs de Recherche
Plan Construction
Programme décennal de la Recherche
Régionalisation

POIGNANT (Roland)

Conseiller DG Affaires juridiques et administratives : 82/0254, 87/0323.

POLITIQUE DE LA RECHERCHE

77/321, 77/606, 77/1624, 81/0085, 85/0245, 86/0037.

voir aussi :

Affaires internationales
Cabinets ministériels
CSRSPT, CCRST, CIRST, CSRT
DGRST, Cabinet
Division des Études et du Plan
MST /Direction et Présidence
Secrétariat d'Etat à la Recherche

PROGRAMMATION

voir :

Plan
Programme décennal de la Recherche
Régionalisation
Schéma-Directeur de la Recherche

PROGRAMMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
voir Division des Études et du Plan

PROGRAMME D'ACTION PRIORITAIRE
voir :
Division des Affaires budgétaires
Plan
Régionalisation

PROGRAMME DÉCENNAL DE LA RECHERCHE
86/0037

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
voir Brevet

PROSPECTIVE
89/0233
voir aussi :
CCRST, CSRT
CESTA, CPE
Division des Études et du Plan

PUBLICATION SCIENTIFIQUE
voir :
Division de l'Information et des Relations extérieures
BNIST, MIDIST
CESTA, CPE

RATIONALISATION DES CHOIX BUDGÉTAIRES
voir DGRST, Division des Affaires budgétaires

RCB
voir Rationalisation des choix budgétaires

RECHERCHE
voir :
Recherche (financement) et par secteurs de Recherche
Ministère
Organisme de Recherche
PAP
Personnel de Recherche
Plan
Politique de la Recherche
Recherche scientifique et technique
Recherche sur la politique de la Recherche
Régionalisation

RECHERCHE (Financement)
81/0085
voir aussi :
Budget
Fonds de la Recherche (aides)
Recherche scientifique et technique (aides)
Recherche industrielle (aides)
Information et culture scientifique et technique
Formation
Nouvelle technologie (aides)
Financement de la Recherche (Ministère, division administrative)

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE
77/321, 83/0417
voir aussi Toxicologie agricole et alimentaire

RECHERCHE AGRO-ALIMENTAIRE (Bourse)
89/0230

RECHERCHE BIOMÉDICALE (Bourse)
88/0088, 89/0230

RECHERCHE BIOMÉDICALE (DGRST, secteur scientifique)
77/321, 81/0244, 86/0037

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (MINISTÈRE) 1986
DGRST/DFR (Financement de la Recherche) : 89/0229, 89/0230,
89/0231, 89/0232, 89/0233, 89/0234
DIST : 89/0235

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (MINISTÈRE) 1982
DPG/Affaires budgétaires et financières : 85/0506, 86/0038,
86/0039, 86/0040, 86/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0222,
89/0224, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232, 89/0233,
89/0234.

RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (MINISTÈRE) 1984
DGRT/DFR (Financement de la Recherche) : 88/0086, 88/0087,
88/0088, 89/0220, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0224, 89/0225,
89/0226, 89/0227, 89/0228, 89/0229, 89/0230, 89/0231, 89/0232,
89/0233, 89/0234.
DIXIT : 89/0226, 89/0227, 89/0234, 89/0235.

RECHERCHE INDUSTRIELLE
voir aussi :
ANVAR
DGRST, Cabinet

Cabinets ministériels
 Division de l'aide au Développement
 Division des Études et du Plan
 MST /Direction et Présidence
 MRT/DESTI
 CESTA

RECHERCHE INDUSTRIELLE (Aides)

82/0475, 86/0038, 88/0087, 88/0088, 89/0220, 89/0224, 89/0225,
 89/0231, 89/0233.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (Aides)

77/324, 77/387, 77/1531, 81/0085, 81/0401, 81/0429, 81/0437,
 81/0478, 82/0255, 83/0674, 85/0506, 86/0039, 86/0040, 86/0236,
 88/0086, 88/0087, 88/0088, 89/0221, 89/0222, 89/0223, 89/0228,
 89/0229, 89/0232.

voir aussi :

Action concertée
 Action spécifique
 Autorisation de programme
 Bourse
 Contrat de programme
 Convention
 Décision d'aide
 Échanges de chercheurs
 Formation

RECHERCHE SUR LA POLITIQUE DE LA RECHERCHE

voir Division des Études et du Plan

RÉGIONALISATION

77/1624, 81/0085, 81/0244, 81/0479, 85/0245, 86/0037, 86/0235,
 89/0220.

voir aussi :

DGRST, Cabinet
 Cabinets ministériels
 Délégués et Directeurs
 Division de l'Aide au Développement
 Division de l'Emploi scientifique et des structures de la
 Recherche
 Division des Études et du Plan

RELATIONS EXTERIEURES (DGRST, division administrative)⁵⁷

voir Division des Affaires internationales

57. Ce service traite de 1972 à 1974, des Affaires internationales, de l'Information et des Affaires scientifiques de Défense.

SCHÉMA DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
 81/0085, 86/0037.

SCIENCES DE LA VIE
 voir MST /Recherche biomédicale

SCIENCES DE LA TERRE
 voir :

Action concertée
 MST /Énergie — matières premières et milieux naturels

SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0479.

SCIENCES HUMAINES

voir Sciences de l'Homme et de la Société (DGRST, Secteur scientifique)

SCIENCES SOCIALES

voir Sciences de l'Homme et de la Société (DGRST, Secteur scientifique)

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA RECHERCHE

82/0254, 87/0324.

SEFOR

voir Service de l'Emploi scientifique, de la formation et de l'organisation de la Recherche (MRT, division administrative, 1989)

SESAR

voir Service de l'Emploi scientifique et des structures administratives de la Recherche (MRES, division administrative, 1986)

SOURDILLE (Jacques)

Secrétaire d'État : 82/0254, 87/0324.

STATISTIQUES

voir :

Division des Études et du Plan
 FRASCATI (Manuel)

SYSTÈME

voir :

Action concertée
 MST /Sciences de l'Homme et de la Société
 CESTA

TAZIEFF (Haroun)

85/0245

voir Mission prioritaire Géothermie, 1982

TECHNOLOGIE

voir aussi :

Action concertée

Innovation

MRT/DESTI

MST /Agriculture — alimentation et coopération avec les pays en voie de développement

MST /Sciences de l'Homme et de la Société

TECHNOLOGIE (NOUVELLE) (Aides)

89/0233

TELÉCOMMUNICATIONS

voir :

Électronique — traitement de l'Information,
Télécommunications et instruments de mesure (DGRST,
Secteur scientifique)
Espace — Océan et Environnement (id.)**TELÉMATIQUE**

voir :

Banque de données
Documentation**THESAURUS**

voir Division des Aides et du Plan

TIERS-MONDE

voir Pays en voie de développement

TOXICOLOGIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE (Bourse)

89/0230

TRANSPORTS

voir aussi Construction — Transports — mécanique (Mission)

TRANSPORTS — URBANISME ET LOGEMENT (DGRST, secteur scientifique)

77/321, 81/0479

URBANISME

voir Transports — urbanisme et Logement (DGRST, Secteur scientifique)

UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE (Mission)

85/0245

VULGARISATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

86/0236

Annexes

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

CHRONOLOGIE⁵⁸ DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS ET TEXTES RÉGLEMENTAIRES

- 14 juillet 1901
Loi créant une Caisse des Recherches scientifiques destinée à aider les savants à équiper leurs laboratoires.
- 1915
Création d'une Direction des Inventions intéressant la Défense nationale, créée à l'initiative du mathématicien Paul Painlevé, Ministre de l'Instruction publique et confiée à Jules-Louis Breton, député républicain socialiste du Cher.
- 1917
Nomination de Jules-Louis Breton, Sous-secrétaire d'État aux Inventions.

58. Cette chronologie a pu être établie d'après les travaux de PICARD (Jean-François), *Les débuts du CNRS, esquisse*, Paris, 1987, PROST (Antoine), *Les origines de la politique de la Recherche en France, 1939-1958, in Cahiers pour l'histoire du CNRS 1939-1989, n° 1/ 1988*, AN/Mission Recherche, *Etat général des Fonds DGRST, 1958-1981*, Paris, 1981.

1919

La Direction des Inventions devient industrielle.

29 décembre 1922

Loi instituant l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions.

1924

Établissement d'une taxe parafiscale prélevée sur les salaires versés aux ouvriers de l'industrie appelée le « sou du laboratoire » pour financer la Recherche fondamentale.

1926

Construction de l'Institut de Biologie physico-chimique rue Pierre Curie grâce à une donation Edmond de Rothschild. Sa direction est confiée à Jean Perrin physicien professeur à la Sorbonne, Prix Nobel.

1928

Installation à Bellevue, du grand électro-aimant Aimé Cotton.

1930

Création d'une Caisse nationale des Sciences sous l'instigation de Jean Perrin. La vocation de cette Caisse est complémentaire de la Caisse des Recherches scientifiques (matériel de laboratoire) car elle octroie quant à elle, des bourses aux chercheurs. Pour l'attribution de ces bourses, la CNS crée la première organisation de la Profession : Attachés, Chargés, Maîtres et Directeurs de Recherche.

avril 1933

Création du premier Conseil supérieur de la Recherche scientifique, présidé par Jean Perrin, et divisé en 11 sections réparties par disciplines.

1935

Jean Perrin fonde les 2 Caisses en une unique : la Caisse nationale de la Recherche scientifique, placée sous les auspices du Conseil supérieur de la Recherche scientifique.

Printemps 1936

Création du Sous-secrétariat à la Recherche scientifique sur la demande de Jean Perrin. Il est confié par le Gouvernement Blum, à Irène Joliot-Curie. Succède en automne 1936, à Irène Joliot-Curie, Jean Perrin. Ce sous-secrétariat sera abrogé au printemps 1937.

Décembre 1936

Mise en place au Ministère de l'Éducation nationale, du Service central de la Recherche scientifique, dirigé par le physiologiste Henri Laugier. La création de ce service central instaure ce Ministère, tuteur de la Recherche française au même titre que les autres Directions, notamment celle de l'Enseignement supérieur.

1937

Nouveaux grands laboratoires mis en chantier : observatoire de Haute-Provence, Institut d'astrophysique Bd Arago à Paris, laboratoire de synthèse atomique à Ivry, laboratoire des gros traitements chimiques (terres rares) à Thiais (21 mai 1937) et l'Institut de Biométrie humaine, également le 21 mai 1937 et rattaché en 1940 à l'Institut national d'orientation professionnelle.

24 mai 1938

Abrogation de l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions (ONRSI). Afin de coordonner les recherches nécessitées par la guerre, création des :

Haut-Comité de coordination de la Recherche scientifique, présidé par Jean Perrin (secrétaire général : Henri Laugier). Le Haut-Comité se doit d'assurer « la coordination de l'ensemble de la Recherche et des travaux scientifiques effectués par les services techniques des différents départements ministériels ». Le Haut-Comité se compose donc de 23 membres représentant les 3 constantes :

— 1) les administrations intéressées aux problèmes de la Recherche appliquée (Présidence du Conseil, Ministères de l'Instruction publique, de la Défense nationale, des Travaux publics, de l'Économie)

— 2) le milieu scientifique français

— 3) le monde de l'Industrie

Le Haut-Comité de 1939 peut être considéré comme l'ancêtre direct des instances créées après guerre qui aboutiront au Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST). Il est le premier organisme français à avoir entrepris de planifier l'ensemble de l'activité des laboratoires du pays, dans une perspective interministérielle, avec un fonctionnement en commissions.

Centre national de la Recherche scientifique appliquée (CNRSA), bras séculier du Haut-Comité, disposant comme moyens d'action, de ses propres laboratoires puisqu'il absorbe les installations de l'Office national des Recherches scientifiques et des Inventions. A sa tête, est nommé Henri Longchambon. Le CNRSA est constitué sous forme d'un Etablissement public doté de la personnalité civile et de l'auto-

norme financière. Il dispose d'un Conseil d'Administration (mis en place par décret du 11 février 1939) dont les membres sont en partie les mêmes que ceux du Haut-Comité. Le CNRSA est chargé de coopérer avec un Institut de la Recherche scientifique appliquée à la Défense nationale, créé le 28 juillet 1938 qui assure en principe, une coordination limitée aux recherches menées par les trois armes. Pour coiffer cet ensemble, le décret de mai 1938 crée :

le Conseil supérieur de la Recherche scientifique appliquée. Divisé en 5 sections (maths, mécanique, physique, chimie et biologie appliquées), il est le pendant du Conseil supérieur créé par Jean Perrin en avril 1933 en science pure mais il ne semble pas avoir eu le moindre rôle.

août 1938

Création par le CNRSA, d'un « Groupe de Bellevue » (dont la direction est confiée à André Labarthe) et auquel l'ensemble du personnel et le matériel de l'ONRSI est rattaché.

19 octobre 1939

Création du Centre national de la Recherche scientifique, par « souci de simplification et de rendement plus élevé des organes existants... ». Le CNRS absorbe le CNRSA. Il reprend aussi les fonctions de la Caisse nationale et intègre le Conseil supérieur avec ses 11 sections et leurs membres. Le Service central, englobé lui aussi, fournit l'infrastructure administrative ainsi que le Directeur du nouveau CNRS : Henri Laugier. Celui-ci aura à ses côtés un Directeur pour la Section de la Recherche appliquée, Henri Longchambon. Ainsi naît dans la plus grande discréption, six semaines après le début de la seconde guerre mondiale, un CNRS bicéphale, fruit d'un souci de simplification administrative et du précédent mis en place un an plus tôt, l'organisme chargé de Recherche appliquée. Dans son économie, le décret du 19 octobre réaffirme d'ailleurs que cette dernière reste une préoccupation centrale. Le CNRS est en effet chargé :

- 1) d'assurer des allocations aux chercheurs et de rémunérer les aides techniques (Mission de l'ex-Caisse)
- 2) d'étudier la création ou l'extension de laboratoires et éventuellement, d'y participer (Mission de l'ex-Caisse) mais aussi
- 3) de coordonner l'activité des laboratoires du pays dans la perspective d'un effort de défense nationale. Le CNRS est chargé de la « mobilisation scientifique » de la Nation (Mission de l'ex-CRSA)
- 4) d'effectuer (ou de faire effectuer) des recherches à la demande des pouvoirs publics (Mission de l'ex-CRSA) enfin
- 5) d'intervenir dans un secteur que nous appelons aujourd'hui

les actions d'accompagnement à la Recherche (financement de Missions, de publications...) et de gérer une caisse de soutien aux vieux savants.

mars 1941

Réforme Jacob du CNRS, en particulier refonte en une seule, des deux Directions (Recherche fondamentale et Recherche appliquée). Priorité est toutefois donnée à la Recherche appliquée. Simplification de l'organisation du Centre notamment le découpage du Conseil supérieur en sections.

2 novembre 1945

Le CNRS est chargé d'assurer la coordination des recherches poursuivies par les secteurs publics, l'industrie et les particuliers en établissant une liaison entre les organismes et les personnes qui se consacrent à des recherches

10 avril 1946

Création d'une commission interministérielle chargée de l'étude des problèmes relatifs au regroupement des organismes de Recherche scientifique et à la coordination de leurs travaux

septembre 1946-mars 1947

Projet de loi Thorez-Ramadier portant sur la création d'un Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique

6 mai 1953

Arrêté portant création de la Commission de la Recherche scientifique et technique (Commissariat du Plan) dont le rapport Champetier est issu : II^e Plan d'équipement, rapport général, nov. 1954

19 juin 1954

Cabinet Mendès-France : création du Secrétariat d'État à la Recherche scientifique et progrès technique : M. Henri Longchambon (décret N° 54-688 du 28 juin 1954)

14 septembre 1954

Décret n° 54-918 portant création du Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du progrès technique

1956

Colloque de Caen : manifeste des 12 points de Caen dégageant un projet global de développement scientifique

28 novembre 1958

Décret 58-1144 instituant :

- un Comité interministériel de la Recherche scientifique et technique (CIRST)

- un Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST)
 - un Délégué général à la Recherche scientifique et technique
- 29 novembre 1958
Décret portant nomination des 12 Sages du CCRST; Nomination de M. Piganiol, Délégué général
- 9 décembre 1959
Décret n° 59-1397 portant création d'un Fonds de développement de la Recherche scientifique et technique (Fonds de la Recherche) et arrêté du 9 décembre 1959 instituant les comités d'études d'actions concertées
- 18 mars 1960
Décret n° 60-309 relatif à la composition du CIRST, complémentaire au décret de création du 28.11.1958
- 4 mars 1961
Arrêté relatif à la création des actions concertées du Fonds de la Recherche et de comités techniques spécialisés (modifié par arrêtés des 13 mars et 4 avril 1962)
- 8 avril 1961
Décret n° 61-362 instituant officiellement la DGRST et précisant ses missions (préparation du Plan de la RST, inventaire des moyens de la Recherche)
- 31 mai 1961
Loi de programme relative aux actions complémentaires coordonnées du Fonds de la RST
- 4 avril 1962
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (non publié au J.O.)
- 16 juillet 1962
Arrêté du Premier Ministre concernant la participation à l'étude des problèmes que pose l'insertion des programmes de RST dans le Plan de développement économique et social
- 24 février 1964
Décret n° 64-182 relatif à la composition du CIRST, complémentaire au décret de création du 28.11.1958
- 4 avril 1964
Arrêté du Premier Ministre portant création au Commissariat général au Plan d'équipement et de la productivité d'une Commission de la Recherche scientifique pour le v^e Plan

- 12 mars 1965
Décret n° 65-194 relatif aux attributions du Secrétaire d'Etat chargé de la RST et des questions atomiques et spatiales auprès du Premier Ministre
- 8 novembre 1967
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST
- 26 Juillet 1968
Décret 68-619 du 26 juillet 1968 relatif aux attributions du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de la RST et des questions atomiques et spatiales
- 21 octobre 1968
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST
- 2 avril 1969
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (non publié au J.O.)
- 18 juillet 1969
Décret n° 69-724 relatif aux attributions du Ministre du Développement industriel et scientifique
- 12 mai 1970
Décret n° 70-394 relatif à l'organisation du Ministère du Développement industriel et scientifique
- 5 août 1970
Décret n° 70-728 relatif à la coordination de la politique de RST par le Ministre du Développement industriel et scientifique
- 5 août 1970
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST sous l'égide du Ministère du Développement industriel et scientifique
- 5 août 1970
Arrêté relatif à la nomination d'adjoints au Délégué général à la RST
- 14 juin 1974
Décret n° 74-584 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et de la Recherche
- 29 juillet 1974
Décret n° 74-661 relatif à l'organisation du Ministère de l'Industrie et de la Recherche

- 25 octobre 1974
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST
- 29 octobre 1975
Décret n° 75-1002 relatif à la coordination de la politique de Recherche scientifique et technique — art.6-9 : composition, attributions de la DGRST
- 19 novembre 1976
Décret n° 76-1052 portant modification du décret 75-1002 relatif à la coordination de la politique de RST (remplace l'art. 6 du décret 75-1002 — création du poste de Délégué général adjoint)
- 29 avril 1977
Décret n° 77-445 relatif aux attributions du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche) (M. Sourdille)
- 16 mai 1978
Décret n° 78-594 relatif aux attributions du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Recherche) (M. Aigrain)
- 23 juin 1978
Décret n° 78-659 modifiant le décret 75-1002 relatif à la coordination de la politique de RST
- 29 septembre 1978
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (nomination d'un Directeur à la tête de la DGRST : M. Morin)
- 23 avril 1981
Arrêté relatif à l'organisation de la DGRST (nomination d'un Directeur à la tête de la DGRST : M. Frejacques)
- 28 juillet 1981
Décret n° 81-723 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie
- 1^{er} décembre 1981
Décret n° 81-1056 relatif à l'organisation du Ministère de la Recherche et de la Technologie — abrogation du titre III du décret 75-1002 d'où suppression de la DGRST
- 13-16 janvier 1982
Journées nationales du Colloque Recherche et Technologie après 31 assises régionales sur la Recherche et la Technologie dans

toute la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, réunissant lors de journées d'études sectorielles, les travaux d'organismes de Recherche, les universités, les entreprises, les syndicats et les organisations professionnelles. De cette consultation nationale de la communauté scientifique, des thèmes se sont dégagés, repris sous forme juridique, par un projet de loi d'orientation et de programmation de la Recherche ainsi que celui sur l'orientation de l'Enseignement supérieur. D'autres grandes idées comme la révision des statuts des principaux organismes publics de Recherche et une coordination renforcée à travers les programmes mobilisateurs, une meilleure information sur les technologies de pointe (CESTA) et une coopération internationale accrue (colloque franco-japonais et pays en voie de développement) ont vu le jour à l'occasion de cette consultation nationale.

29 juin 1982
Décret relatif à la nomination du Ministre de la Recherche et de l'Industrie

15 juillet 1982
Loi n° 82-610 d'orientation et de programmation pour la Recherche et le développement technologique de la France. Cette loi, mise en œuvre pour les années 1982-1985, comporte deux grandes parties :
— la programmation des moyens et des actions
— les grandes orientations de la Recherche et de la technologie.
Au titre de la programmation, les programmes mobilisateurs ont pour objet d'associer l'ensemble des moyens disponibles dans les organismes de Recherche, les laboratoires universitaires, les entreprises nationales, les centres de recherche et les entreprises privées. Ils associent les différentes formes de la Recherche : la Recherche fondamentale, la Recherche appliquée ou finalisée et le développement technologique.

7 axes de recherche ont été retenus :
Utilisation rationnelle de l'énergie et diversification énergétique
Essor des Biotechnologies
Maîtrise du développement de la filière électronique
Recherche scientifique et innovation technologique au service du développement du Tiers-Monde
Recherche sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail
Promotion du français langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique
Développement technologique du tissu industriel

juillet 1982

Institué par la loi 82-610 du 15 juillet 1982, le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT) comprend 40 membres nommés par le Ministre, sur proposition des organismes de Recherche et des universités, en fonction de leurs compétences en recherche ou dans les domaines économique, social et culturel (nomination de M. François Kourilsky, Directeur de Recherche à l'INSERM en qualité de Vice-Président). Le CSRT constitue l'instance de consultation du Ministre chargé de la Recherche pour tous les grands choix de la politique scientifique et technologique du Gouvernement. Il est placé auprès du Ministre chargé de la Recherche et présidé par lui.

9 septembre 1982

Décret n° 82-768 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie

22 février 1983

Décret n° 83-126 relatif à la création du Centre d'études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA). Il constitue un observatoire unique de développement et du changement technologique (à la fois lieu de veille, de prévision et de prospective), un support à la décision publique et privée (assistance concrète aux choix technologiques), un carrefour d'animation, de formation et d'information sur les technologies de pointe et leurs conséquences économiques, sociales et politiques. Il bénéficie du statut d'établissement public industriel et commercial, placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche et de l'Industrie.

11 mars 1983

Décret n° 83-182 relatif à la définition et à la mise en œuvre de la politique nationale de recherche en coopération pour le développement

30 mars 1983

Décret n° 83-256 relatif aux attributions du Ministre de l'Industrie et de la Recherche

4 juin 1984

Décret n° 84-425 portant modification du décret n° 82-768 du 9 septembre 1982 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie : Installation de la Direction de l'Information et de la communication (DIC)

2 août 1984

Décret n° 84-754 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

2 janvier 1985

Décret n° 85-9 portant modification du décret n° 82-768 du 9 septembre 1982 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de l'Industrie (abrogation des articles 4-7) et portant modification des attributions de la MST, du comité de programmes et la DGRT (constituée de la Direction de l'organisation et de la promotion de la Recherche, la Direction du Financement de la Recherche et le service de programmation de la Recherche)

7 février 1985

Avis du CSRT sur le Bilan de la loi d'orientation et de programmation et les suites à y donner

14 mars 1985

Mise en place de la Commission de la Recherche et du développement technologique dite « Plan-Recherche » conjointement par M. Deferre, Ministre d'État, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire et M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie. La Commission, présidée par M. Kourilsky, Vice-Président du CSRT comprenait 10 personnalités du CSRT ainsi que des partenaires sociaux et des membres des autres ministères. Le mandat de cette commission était concentré sur 5 points : le développement de la Recherche industrielle, une politique à long terme de l'emploi scientifique, l'évaluation des programmes de recherche, les grands équilibres du développement de la Recherche et les mesures d'accompagnement adéquates. La Commission a fait en outre des propositions sur la dimension régionale de la politique de recherche

25 avril 1985

Avis du CSRT sur le rapport de la Commission PLAN-RECHERCHE

24 mai 1985

Avis du CSRT sur le projet de loi sur la recherche et le développement technologique (Plan triennal 1986-1988)

27 juin 1985

Avis et recommandations du CSRT concernant le schéma d'orientation scientifique et technique (SOST). A la suite de cet avis, un travail a été mené au sein du Ministère, en concertation avec la Commission « Évaluation et prospective » du CSRT. La réflexion a été conclue le 2 décembre 1985 par M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie, au cours d'une réunion associant les responsables du Ministère et, notamment le Président de la Mission scientifique et technique, avec des personnalités du CSRT.

30 juillet 1985

Décret n° 85-808 relatif aux services d'administration centrale propres au Ministère de la Recherche et de la Technologie

26 septembre, 5 décembre 1985

Information du CSRT sur le programme EURÉKA et son déroulement, lors de sa phase de lancement et après la réunion de Hanovre où une dizaine de projets ont été retenus

5 décembre 1985

Avis du CSRT sur le nouveau programme mobilisateur « Culture scientifique et technique ». Ce programme fait suite au PM/Promotion du français, langue scientifique et diffusion de la culture scientifique et technique, programme lancé en 1982 et sur lequel le CSRT avait recommandé de nombreux changements.

23 décembre 1985

Loi n° 85-1376 relative à la Recherche et au développement technologique ayant pour objectif de dresser un plan triennal pour la Recherche 1986-1988, en 7 points :

- Intensifier l'effort de Recherche
- Dynamiser la Recherche industrielle
- Promouvoir une programmation à long terme de l'emploi scientifique
- Prendre en compte la dimension régionale de la politique de Recherche et de développement technologique
- Assurer l'évaluation des programmes et des politiques de Recherche
- Assurer la programmation des moyens du budget civil de Recherche et de développement
- Développer la coopération internationale

20 mars 1986

Décret de nomination de M. Alain Devaquet en qualité de Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (J.O. du 21 mars 1986)

24 avril 1986

Décret n° 86-721 relatif aux attributions du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

6 décembre 1986

Décret n° 86-1264 relatif à l'organisation des services d'administration centrale chargés de la Recherche mis à disposition du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

6 décembre 1986

M. Devaquet présente sa démission au Premier Ministre

8 décembre 1986

Décret mettant fin aux fonctions de M. Devaquet (J.O. du 9 décembre 1986). Retrait par le Premier Ministre de l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, de M. Devaquet sur l'Enseignement supérieur

20 janvier 1987

Nomination de M. Jacques Valade, en remplacement de M. Devaquet

7 mars 1987

Lancement d'un programme national de Recherche sur le SIDA par le Premier Ministre. Constitution du Conseil de direction du PNRS

mai 1987

Rapport de M. Laurent Schwartz sur un projet de réforme universitaire

juillet 1987

Mise en place par M. Jacques Valade, Ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, de la nouvelle assemblée des Sages pour la Recherche : le Conseil supérieur de la Recherche et de la Technologie (CSRT). Les membres de cette 3^e mouture CSRT au nombre de 40, sont pour la plupart des nouveaux : 9 seulement proviennent de l'ancien Conseil. Jean-Pierre Causse, Directeur général adjoint de Saint-Gobain a été nommé vice-président de cette assemblée présidée par le Ministre. 5 orientations de travail ont été définies :

- L'évaluation
- La Recherche et les transferts de technologie
- Les régions
- L'emploi scientifique
- Le financement de la Recherche

22 septembre 1987

Mission du Ministre chargeant le CSRT d'entreprendre une évaluation sur l'efficacité des contrats de plan État/Régions dans le domaine de la Recherche

31 décembre 1987

Décret n° 87-1167 fixant les conditions de liquidation du Centre d'Études des Systèmes et des Technologies avancées (CESTA)

10 mai 1988

Décret mettant fin aux fonctions de M. Valade (J.O. du 11 mai 1988)

12 mai 1988

Décret de nomination de M. Hubert Curien en qualité de Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et des sports, chargé de la Recherche

20 juillet 1988

Décret n° 88-838 relatif aux attributions du Ministre de la Recherche et de la Technologie

10 mars 1989

Décret n° 89-168 portant organisation de l'administration centrale du Ministère de la Recherche et de la Technologie

**CABINETS MINISTÉRIELS
1954-1959³⁹**

La prise en compte politique du domaine de la Recherche s'effectue en 1954, lors de la constitution du gouvernement Mendès-France. Le nouveau président du Conseil crée auprès de lui, un Secrétariat d'Etat à la Recherche (décret du 19 juin) et le confie à Henri Longchambon. Le Secrétariat d'Etat était un véritable ministère de la Recherche assurant la tutelle des institutions de Recherche, par délégation des Ministres concernés, ainsi que celle du CEA.

Après la chute de Mendès-France, Edgar Faure ne reprend pas cette initiative et si un secrétariat d'Etat à la Recherche figure par la suite dans les Cabinets Guy Mollet (1956-1957) et Félix Gaillard (1957-1958), c'est dans une position très diminuée :

Guy Mollet

M. Georges Guille, Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et à l'énergie atomique (décret du 1^{er} février 1956) tutelle du CEA uniquement

M. Hammadoun Dicko, Sous-secrétaire d'Etat (décret du 17 mars 1956) Conseil supérieur de la Recherche scientifique et technique

39. PROST (Antoine), Les origines de la politique de la recherche en France (1939-1958), in *Cahiers pour l'Histoire du CNRS* 1939-1989, n° 1/1989, p. 49.

La composition des Cabinets Mendès-France, Guy Mollet et Félix Gaillard figure dans AN, *Etat général des Fonds*, Tome V, 1940-1958, Paris, AN, 1988, pp. 447, 450, 457.

Félix Gaillard

M. Hammadoun Dicko, Sous-secrétaire d'Etat Éducation nationale (Décret du 18 novembre 1957) Tutelle CNRS

Il faut attendre De Gaulle nouveau Président du Conseil (1958-1959) pour que soit nommé le premier Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et technique : M. Louis Jacquinot (décret du 1^{er} juin 1958). Il sera démis de ses fonctions en mars 1960.

**Cabinet Charles de GAULLE
1^{er} juin 1958¹ — 8 janvier 1959²**

Président du Conseil, ministre de la Défense nationale.....

(Est chargé, en outre des attributions précédemment exercées par le ministre de l'Algérie) (à partir du 12-6-1958).

Ministre d'Etat.....

(Est chargé, en outre, des attributions conférées au président du Conseil relative au statut général des fonctionnaires) (à partir du 14-6-1958).

Ministre d'Etat.....

Ministre d'Etat.....

Ministre d'Etat.....

Garde des Sceaux, ministre de la Justice

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère de la Reconstruction et du Logement et de celui des Anciens combattants et Victimes de la guerre du 3-6-1958 au 9-6-1958).

Affaires étrangères.....

Intérieur.....

Ministre des Armées.....

Finances.....

(Prend le titre de ministre des Finances et des Affaires économiques le 23-7-1958).

Charles de GAULLE.

Guy MOLLET.

Pierre PPLIMLIN.
Félix HOUPHOUET-BOIGNY.
Louis JACQUINOT.
Michel DEBRÉ.

Maurice COUVE de MURVILLE.
Émile PELLETIER.
Pierre GUILLAUMAT.
Antoine PINAY.

1. Investiture et nomination des membres du Gouvernement, 1^{er} juin 1958 (J.O. du 2 juin 1958).

2. Démission, 8 janvier 1959, en raison de la proclamation du président du Conseil comme président de la République.

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et du ministère de l'Agriculture du 3-6-1958 au 9-6-1958).

Éducation nationale.....

Travail.....

(Est chargé, en outre, de l'intérim du ministère de la Santé publique et de la population) (à partir du 3-6-1958).

Ministres (provisoirement sans attribution).....

France d'Outre-mer (à partir du 3-6-1958)

Sahara (à partir du 3-6-1958).....

Ministre délégué à la Présidence du Conseil (à partir du 3-6-1958).....

(Charge des attributions dévolues au président du Conseil en matière de radio, télévision et presse du 12-6-1958 au 7-7-1958).

Travaux publics, Transports et

Tourisme (à partir du 9-6-1958).....

Industrie et Commerce (à partir du 9-6-1958).....

S. d'État (à partir du 1-6-1958).....

Agriculture (à partir du 9-6-1958).....

Construction (à partir du 9-6-1958).....

Anciens combattants et victimes de guerre (à partir du 9-6-1958).....

Postes, Télégraphes et Téléphone (à partir du 9-6-1958).....

Santé publique et Population (à partir du 7-7-1958).....

Information (à partir du 7-7-1958).....

Ministre délégué à la Présidence du Conseil (à partir du 7-7-1958).....

Jean BERTHOIN.
Paul BACON.

Bernard CORNUT-GENTILLE.
Max LEJEUNE.
André MALRAUX.
Bernard CORNUT-GENTILLE.
Max LEJEUNE.

André MALRAUX.

Robert BURON.
Édouard RAMONET.

Édouard RAMONET (JUSQU'AU
9-6-1958).

Roger HOUDET.

Pierre SUDREAU.

Edmond MICHELET.

Eugène THOMAS.

Bernard CHENOT.

Jacques SOUSTELLE.

André BOULLOCHE.

MINISTRES CHARGÉS DE LA RECHERCHE
SOUS LA V^e RÉPUBLIQUE
1959-1989

I. MINISTRES D'ÉTAT ET MINISTRES DÉLÉGUÉS SOUS DE GAULLE

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
DEBRÉ 8 janvier 1959 14 avril 1962	Louis Jacquinot	janvier 59 mars 60	Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et technique.
	Pierre Guillaumat	mars 60 avril 62	Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et technique.
POMPIDOU 15 avril 1962 22 février 1965	Gaston Palewski	avril 62 février 65	Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
POMPIDOU 23 février 1965 8 janvier 1966	Yvon Bourges	février 65 janvier 66	Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
POMPIDOU 9 janvier 1966 7 avril 1967	Alain Peyrefitte	janvier 66 avril 67	Ministre délégué chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
POMPIDOU 8 avril 1967 31 mai 1968	Maurice Schumann	avril 67 mai 68	Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
1 juin 1968 10 juillet 1968	Christian de la Malène	mai- juillet 68	Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.
COUVE DE MURVILLE 11 juillet 1968 20 juin 1969	Robert Galley	juillet 68 juin 69	Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales.

II. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AU MINISTÈRE DE
L'INDUSTRIE, 1969-1977

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
CHABAN-DELMAS 21 juin 1969 5 juillet 1972	François-Xavier Ortoll	juin 69 juillet 72	Ministre du développement industriel et scientifique.

MESSMER 6 juillet 1972 27 février 1974	Jean Chabinet	juillet 72 février 74	Ministre du développement industriel et scientifique.
MESSMER 28 février 1974 27 mai 1974	Yves Guena	février - mai 1974	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.
CHIRAC BARRE 14 juin 1974 29 mars 1977	Michel D'Ornano	juin 1974 mars 1977	Ministre de l'Industrie et de la Recherche.

III. SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE, 1977-1981

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
BARRE 30 mars 1977 31 mars 1978	Jacques Sourdille	mars 1977 mars 1978	Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Recherche.
BARRE 6 avril 1978 mai 1981	Pierre Aigrain	avril 1978 mai 1981	Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Recherche

IV. MINISTRES D'ÉTAT, MINISTRES ET MINISTRES DÉLÉGUÉS DEPUIS 1981

Gouvernement/ dates	Noms	Dates	Fonctions
MAUROY mai 1981 29 juin 1982	Jean-Pierre Chevrenement	mai 1981 juin 1982	Ministre d'Etat ministre de la Recherche et de la Technologie.
MAUROY 30 juin 1982 22 mars 1983	Jean-Pierre Chevrenement	juin 1982 mars 1983	Ministre de la Recherche et de l'Industrie.
MAUROY 23 mars 1983 19 juillet 1984	Laurent Fabius	mars 1983 juillet 1984	Ministre de l'Industrie et de la Recherche.
FABIUS 20 juillet 1984 20 mars 1986	Hubert Curien	juillet 1984 mars 1986	Ministre de la Recherche et de la Technologie.
CHIRAC 21 mars 1986 9 mai 1988	Alain Devaquet	mars 1986 8 déc. 86	Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche et de l'enseignement supérieur.
	Jacques Valade	21 juin. 87 mars 1988	Idem.

ROCARD 10 mai 1988	Hubert Curien	10 mai- 27 juin 1988	Ministre délégué auprès du Ministre de l'Éducation nationale, chargé de la Recherche.
	Hubert Curien	28 juin 1988	Ministre de la Recherche et de la Technologie.

DGRST

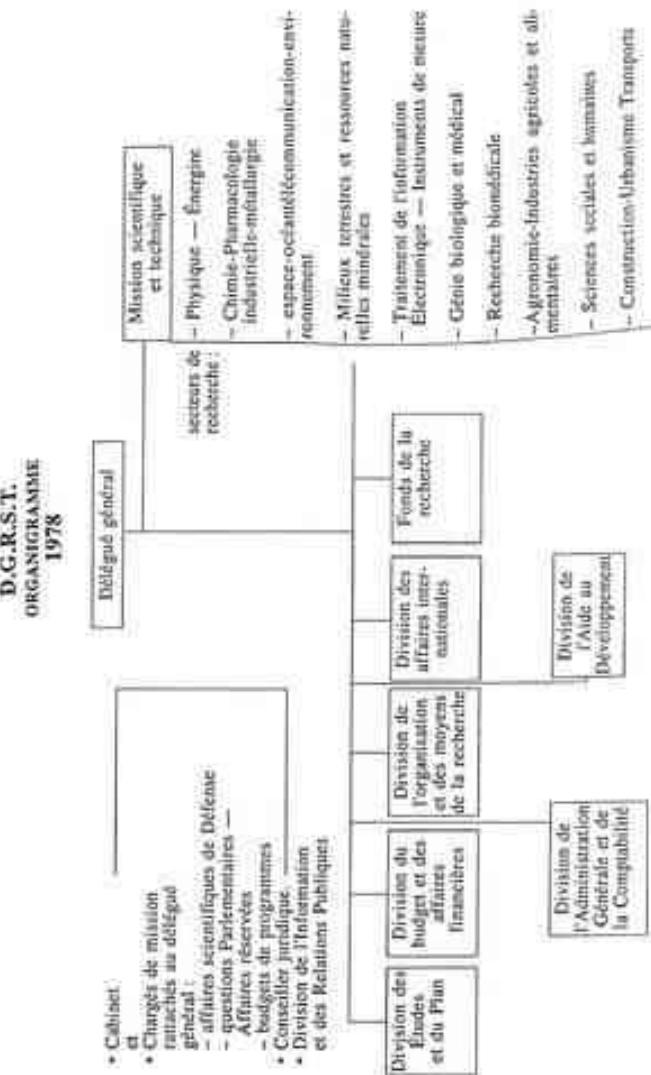
DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX,
DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX ADJOINTS,
DIRECTEURS

Pierre PIGANIOL	Délégué général 1958-1961	Décret du 29.11.1958
André MARÉCHAL	Délégué général 1961-1968	Décret du 5.9.1961
Pierre AIGRAIN	Délégué général 1968-1973	Décret du 7.2.1961
Hubert CURIEN	Délégué général 1973-1976	Arrêté du 25.7.1973
Roland MORIN	Délégué général adjoint 1974-1976	Arrêté du 29.10.1974
Bernard GRÉCORY	Délégué général 1976-1977 (décédé le 24.12.1977)	Décret du 8.7.1976
Roland MORIN	Délégué général adjoint 1976-1977 fonctions de Délégué général janvier-mai 1978 Directeur/DGRST juin 1978-fév 1980	Décret du 19.11.1976
Claude FREJACQUES	Directeur/DGRST mars 1980-mai 1981	Décret du 23.6.1978
		Décret du 17.3.1980

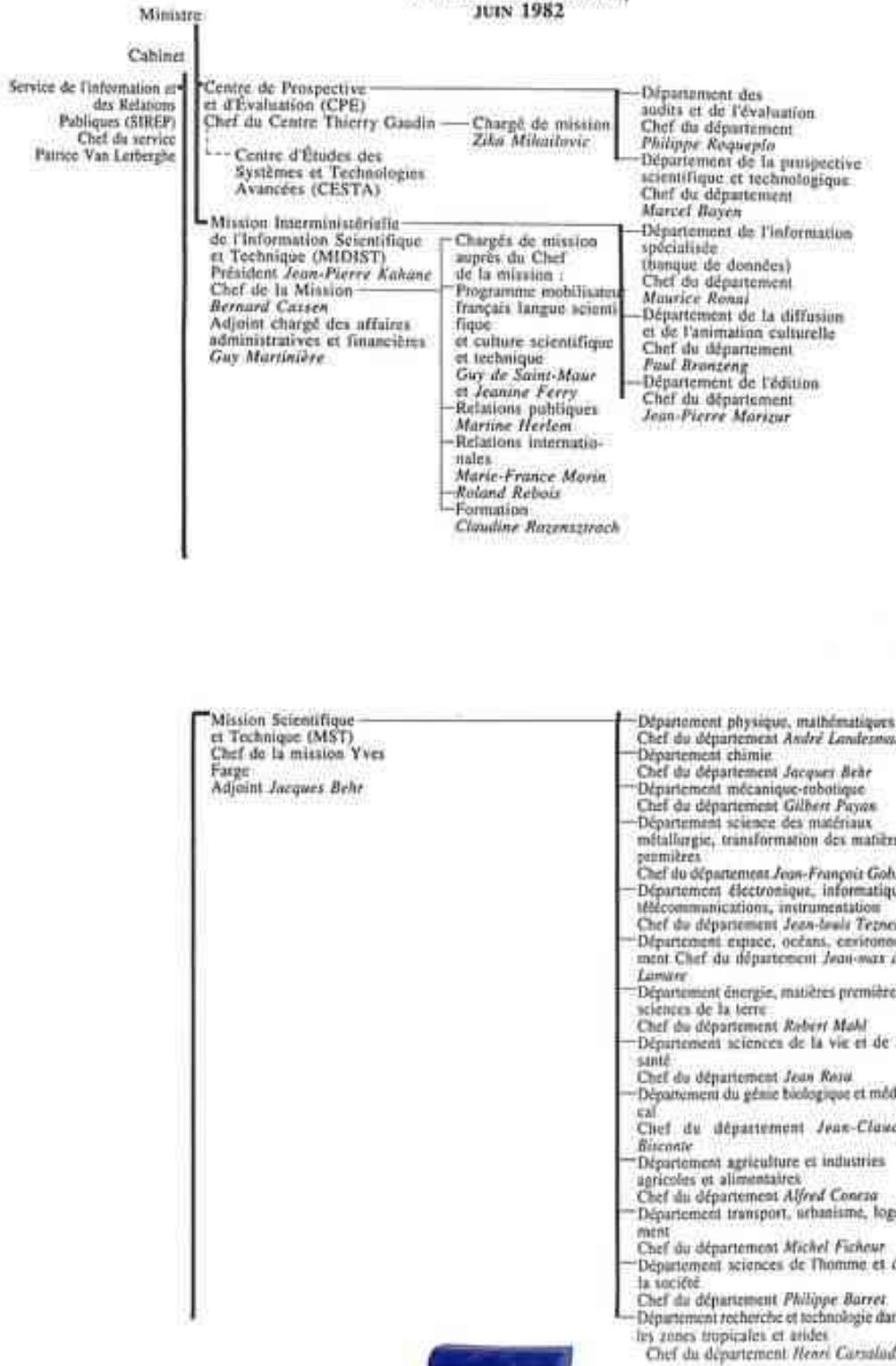
STRUCTURES ADMINISTRATIVES
DE LA RECHERCHE
1963



Extrait de : DGRST, *les actions concertées, rapport d'activité, 1963*, Paris, La Documentation française, 1964.



**ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE
ET DE LA TECHNOLOGIE,
JUIN 1982**



Département de la politique Générale (DPO) Directeur <i>Jean-François Thiry</i> Adjoint <i>Jacques Brano</i>	Chargé de mission auprès du Directeur - Relations avec le CNRS <i>Jean-Pierre Chevillot</i> - Affaires réservées <i>Alain Etienne</i> - Relations avec le ministère de la Défense <i>Jacques Perget</i> - Relations avec le CEA <i>Philippe Savelli</i>	Service de la Programmation Chef du service <i>Jacques Brano</i>	Bureau de l'instruction sur programme Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau de l'analyse du potentiel national de recherche et Développement Chef du Bureau <i>Paul Barni</i>
Conseiller Juridique <i>Raymond Peignant</i>	Chargé de mission auprès du Sous-Directeur <i>Gilbert Jeunat</i>	- Sous-Direction des affaires budgétaires et financières Sous-Directeur <i>Marie-Thérèse Funet</i>	Bureau du budget Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau de la comptabilité et de l'ordonnancement Chargés du bureau <i>Madeleine Decolin</i> Bureau de l'emploi et de la formation Chef du bureau, adjoint au Sous-Directeur <i>Michel Poireux</i>
		- Sous-Direction de l'emploi scientifique et des structures de la recherche Sous-Directeur <i>Michèle Hannoyer</i>	Bureau des structures de la recherche Chef du bureau <i>Gilbert Ghys</i>
		- Département de l'administration générale (personnel, action sociale, gestion immobilière, fonctionnement général) Chef du département <i>Georges Grall</i>	
Délégué du Développement Scientifique et Technologique et de l'Innovation (DHSITI) Directeur <i>Maurice Allègre</i> Adjoint <i>Roger Pagès</i>	Service du développement de la recherche industrielle et des programmes prioritaires Chef du service <i>Roger Pagès</i>	Secrétaire Général des programmes prioritaires Secrétaire Général adjoint au Chef de service <i>Guy Pailloux</i> Chargé de mission <i>Michel Horr</i> Bureau de la gestion des fonds de la recherche et du développement technologique Chef du bureau <i>Robert Bransdorff</i> Bureau de la valorisation de la recherche Chef du bureau <i>Bernard Daugeras</i> Bureau des entreprises nationales Chef du bureau <i>François Baratin</i> Bureau des aides directes à l'innovation (ANVAR) Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau des aides indirectes à la recherche industrielle et à l'innovation (fiscalité, crédit, assurances) Chef du Bureau : <i>N</i> Bureau des aides techniques à l'innovation (centre techniques, ANRT) Chef du Bureau <i>Jean-Pierre Durand</i>	
Chargé de mission auprès du chef de service pour le programme mobilisateur développement technologique du tissu industriel <i>Dominique Peronne</i>	Service de la promotion de l'innovation et de la diffusion technologique Chef du service <i>Georges Duquin</i>		

Chargé de mission à l'animatio
n
Claude Sado Tadway

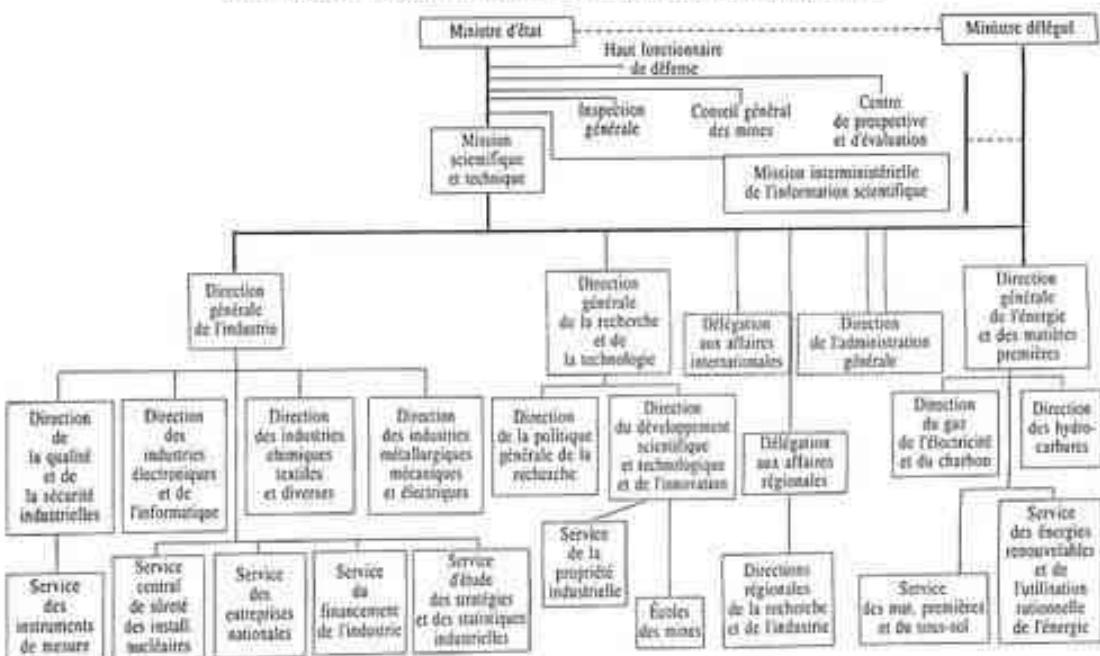
- Département de l'action régionale
Chef du département
Anne-Marie Anthony
Adjoint
Laurent Beauvais

→ Service des Affaires Internationales (SAI)
Chef du service
Jacques Werni

— Chargé de mission auprès du Chef de service pour les liaisons avec les grands organismes. *N*

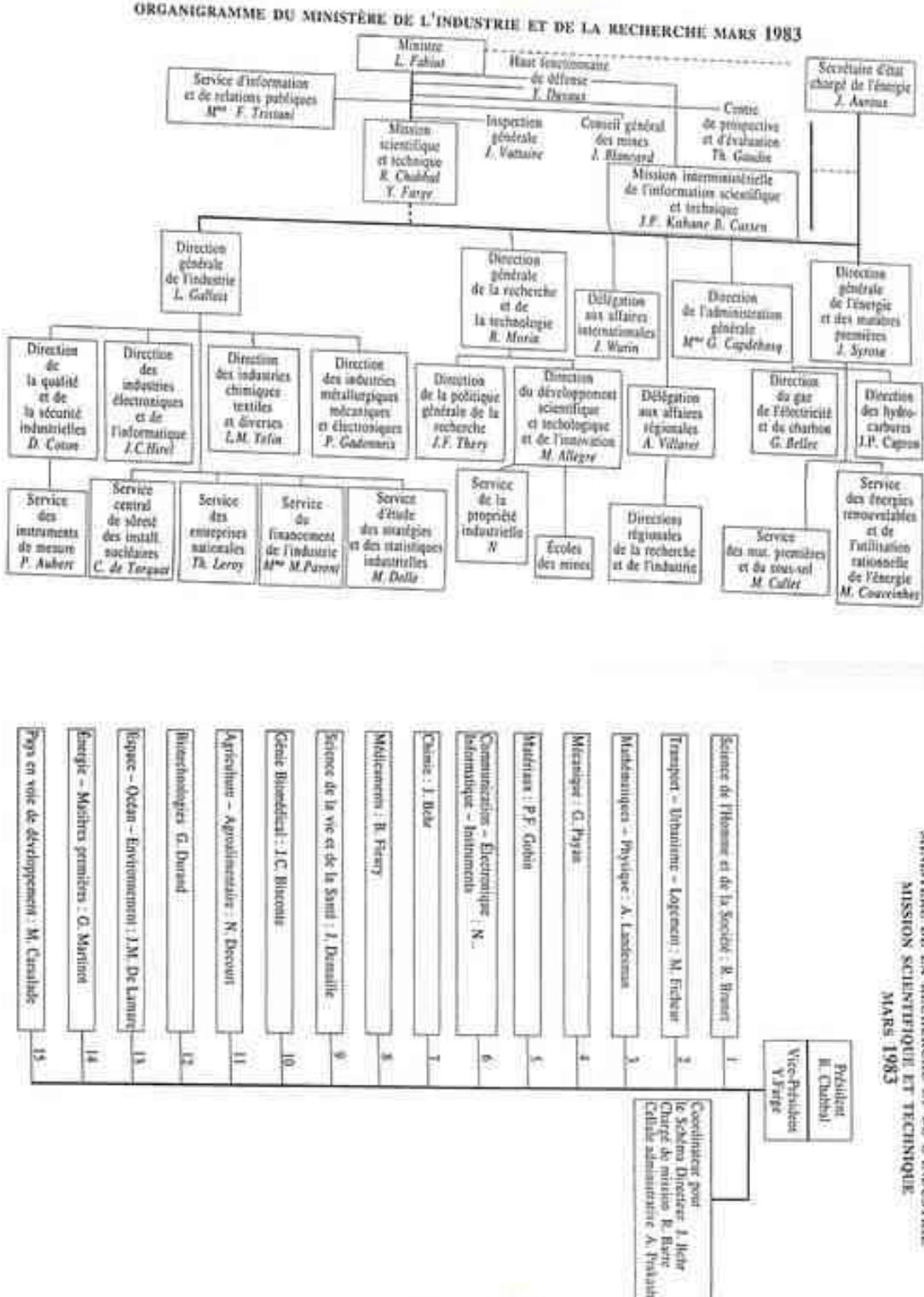
- Bureau de documentation générale et de politique comparée.
- Chef du Bureau : *N.*
- Bureau des relations avec les pays développés.
- Chef du bureau
- *Marie Hélène Marchand*
- Bureau des relations avec les pays en voie de développement.
- Secrétaire du programme mobilisateur PVD
- Chef du bureau
- *Henri Caraludé*
- Bureau des affaires multilatérales
- Chef du bureau
- *Jean-Pierre Rogelot*

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE DÉCEMBRE 1982

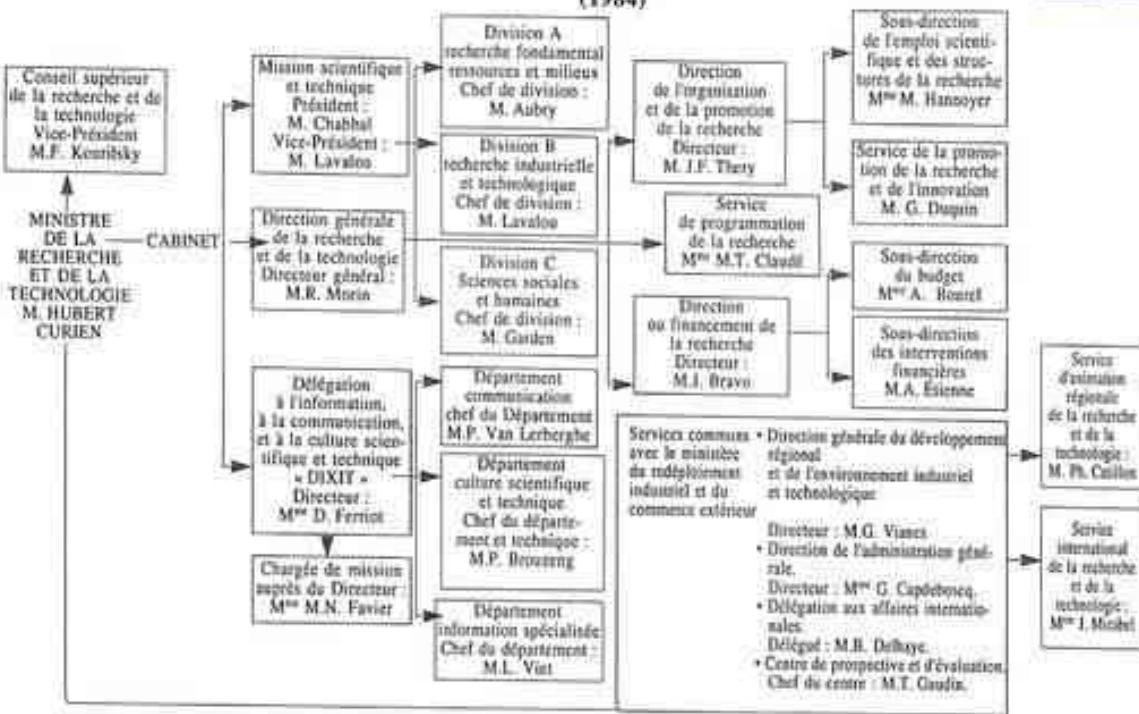


ANNEXES

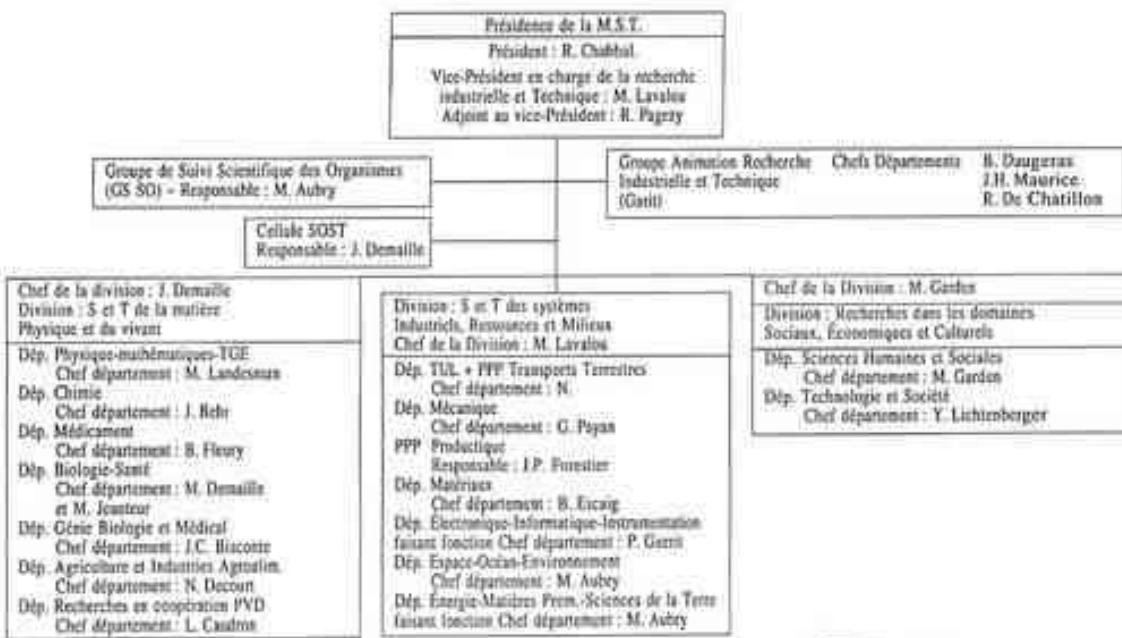
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE
MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE



ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE (1984)

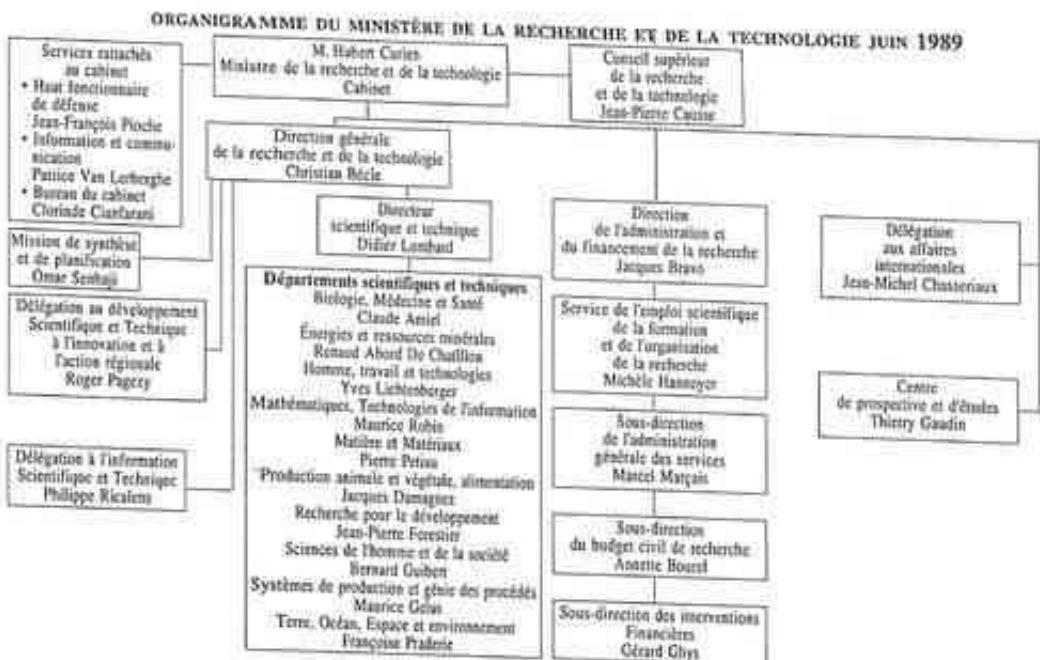


**MISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
8 FÉVRIER 1985**

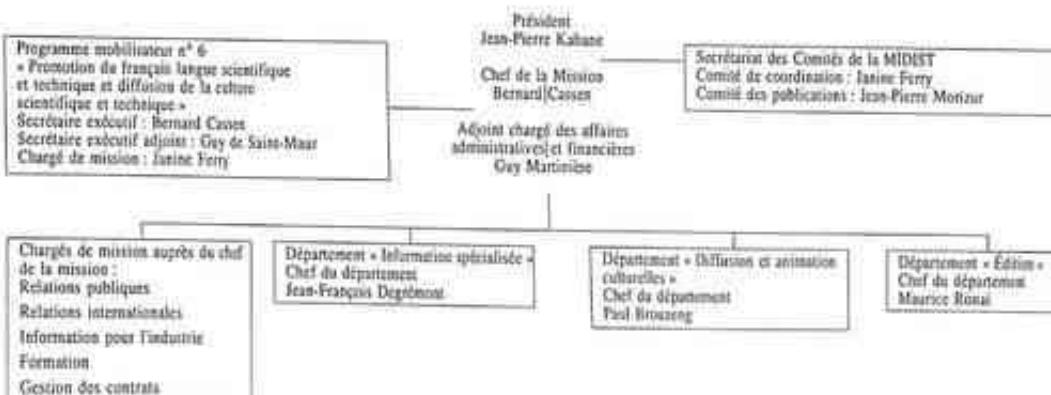


ANNEXES

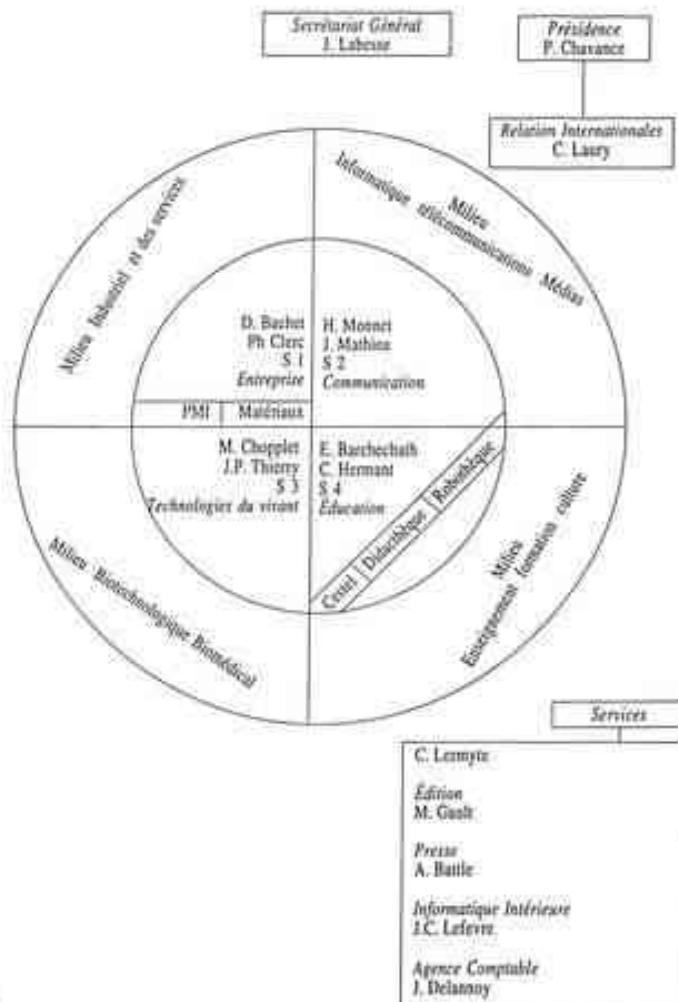
117



MISSION INTERMINISTÉRIELLE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
ORGANISMES SOUS TUTELLE :
1985
(MIDIST)



ORGANISMES SOUS TUTELLE
CENTRE DES SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES AVANÇÉES
(CESTA)
1987



DÉLÉGATION GÉNÉRALE
A LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
ACTIONS CONCERTÉES

1. MST/Agriculture — Alimentation et Coopération avec les Pays en voie de développement :

Équilibres et lutte biologiques — fixation biologique de l'azote — gestion des ressources naturelles renouvelables — lutte biologique — lutte contre l'aridité en milieu tropical — matériau bois — nutrition animale et humaine — nutrition humaine — protéines d'organismes unicellulaires — technologie agricole/technologie agricole et alimentaire — toxicologie alimentaire/qualité et physiopathologie des aliments — valorisation énergétique des déchets agricoles.

2. MST/Chimie :

Action sélective en chimie organique/activation sélective en chimie organique — chimie analytique appliquée — chimie macromoléculaire — chimie moléculaire du fluor — combustion et sécurité des matériaux au feu — énergie et génie chimique — matériaux macromoléculaires — polymères nouveaux et améliorés — processus sélectifs en chimie organique et minérale — récupération du caoutchouc et des matières plastiques — Rhône-Alpes matériaux composites — techniques de séparation à l'aide de matériaux macromoléculaires — techniques physico-chimiques de séparation.

3. MST/Électronique — traitement de l'information — Télécommunications et Instruments de mesure :

Automation — automatisation et grands systèmes/automatisation et systèmes — automatisation industrielle — calculateurs — calculatrices électroniques — capteurs — composants et circuits microminiaturisés — composants passifs — conversion des énergies — cryoélectricité — électronique — électronique automobile — électrotechnique générale — électrotechnique nouvelle — instruments de mesure — matériaux électroniques et optoélectroniques — physique électronique — robotique industrielle.

4. MST/Energie — Matières premières et Milieux naturels :

Charbon — générateurs électrochimiques — géologie et aménagement — hydrogène — maîtrise de l'eau dans les bassins méditerranéens — nodules polymétalliques — photopiles solaires — recherches de facteurs contrôlant les préminéralisations sulfurées du

nickel — recherches sur certaines sources d'énergie complémentaires — sciences de la terre — sciences de la terre et les problèmes d'aménagement — urbanisme et construction — thermique et thermodynamique — utilisation rationnelle de l'énergie — valorisation des ressources du sous-sol.

5. MST/Espace — Océan et Environnement :

Eau — exploitation des océans — nuisances acoustiques — planétologie — pollution atmosphérique — recherches atmosphériques — télédétection des ressources terrestres — variations climatiques naturelles ou provoquées — le Vaudreuil.

6. MST/Matériaux — Métallurgie — Mécanique et Industries de transformation :

Matériaux — mécanique — métallurgie.

7. MST/Physique — Mathématiques — Physique nucléaire et grands équipements :

Lasers de puissance.

8. MST/Recherche biomédicale :

Application de la génétique — biologie de la reproduction et du développement — biologie des sécrétions digestives exocrines — biologie et fonctions du myocarde — biologie et pathologie des parois artérielles — biologie moléculaire — biotechnologie — cancer et leucémie — cancérogénèse et pharmacologie du cancer — dynamique du neurone et des ensembles neuronaux — échanges respiratoires et circulatoires — études interdisciplinaires sur le petit mammifère — fonctions et maladies du cerveau — génie biologique et médical — génie biologique et médical/animaux de laboratoire — immunologie des transplantations d'organes — interactions moléculaires en biologie — interactions molécules/organismes vivants — interrelations aliments/tube digestif — manipulations génétiques/recombinations génétiques *in vitro* — mécanismes de reconnaissance à l'échelle moléculaire — membranes biologiques — membranes biologiques/structures et fonctions — pharmacobi chimie : polypeptides — sports.

9. MST/Sciences de l'homme et de la Société :

Analyse des systèmes sociaux complexes — analyse et théorie des organisations — analyse quantitative de l'économie française —

archéologie métropolitaine — conflits et négociations — consommation — contrôle social de la déviance — croissance/emploi — développement culturel et croissance économique — développement spatial/cadre de vie et mobilité — division internationale du travail — documentation scientifique — documentation scientifique et technique — enseignement programmé — Europe temps présent — formation et emploi — informatique et sciences humaines — Japon contemporain — politiques sociales — problèmes de planification — recherches scientifiques et amélioration des conditions de travail — recherches sur les processus et les conditions de travail de l'élève — sciences économiques et problèmes de développement — socio-écologie — socio-économie de la santé — socio-économique du développement — technologie-emploi-travail — technologie pédagogique — théorie de la décision et politiques publiques — travail féminin.

10. MST/Transports — Urbanisme et Logement :

Espace et cadre de vie — habitat et génie civil — recherche urbaine — socio-économie des transports — tourisme et loisirs — urbanisation — urbanisme commercial.

Documents d'archives⁶⁰

POLITIQUE DE LA RECHERCHE ET SON FINANCEMENT

– 1 – Lettre de Frédéric Joliot à Monsieur le Secrétaire d'État à la Recherche scientifique et au Progrès technique concernant la modernisation technique du laboratoire de physique et chimie nucléaire du Collège de France et du laboratoire de synthèse atomique du CNRS, 3 décembre 1954

(AN, 82/0254, art 38, classe 127).

– 2 – Lettre de Irène Joliot-Curie à M. le Sous-Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique sur la construction d'un accélérateur pour les besoins de l'Institut de physique nucléaire et radioactivité prévu à Orsay, 16 décembre 1954

(AN, 82/0254, art 38, classe 127).

– 3 – CCRST : Mise à l'étude des options envisagées au cours de la réunion du 20 mai 1959. A noter la distinction entre grandes options et options mineures ou actions concrètes, 1959

(AN, 81/0401, art 58, classe 143).

– 4 – Article de Florence Fayard à « propos de récents débats parlementaires concernant le fonds de développement de la Recherche

⁶⁰ Les fac-similés sont tous issus de fonds de la Recherche conservés dans le dépôt des Archives nationales à Fontainebleau et dans le dépôt des archives intermédiaires du Ministère.

scientifique » paru dans *La Vie de la Recherche scientifique*, n° 34, juin-juillet 1961.

- 5 - CNRS, effectifs des chercheurs en sciences exactes et sciences humaines, juin 1963. (AN. 81/0401, art. 61, classe 152)

**- 6 - Crédits engagés par secteurs de recherche de 1961 à 1965
(Mission Recherche, MA 182)**

- 7 - Dotations des 9 premières actions concertées pour les années 1961-1963 (Document de travail remis aux membres du CCRST en octobre 1963)

— 8 — Lettre de M. Blanc-Lapierre, Président du CCRST, adressée au Président de la République.

— 9 — Structures administratives de la Recherche et organismes participant à l'élaboration de la politique scientifique : schémas extraits de Maréchal (André), *L'élaboration de la politique scientifique en France* (Rome, 1966) (Mission Recherche, RE 104, supplément)

— 10 — Événements de mai 1968 : Arrêté du 5 juin 1968 portant création du Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique (Mission Recherche, RE 104 supplément)

COLLEGE DE FRANCE

PHYSIQUE à CHAÎNE MUSCUL
Pince Mousquet Serrante
PARIS VI
SOCIÉTÉ 1911-12

1946 Groupe des Charges de l'Institut de Paris, le 3 décembre 1954.
L'ordre de 85 p.
N° 317 M. Frédéric Joliot
Membre de l'Institut - Prix Nobel
Professeur au Collège de France

Monsieur le Secrétaire d'Etat
à la Recherche Scientifique et
au Progrès Technique
58, rue Amiral-Bullion - Paris.

Manufacture of MULINELIN.

Je me permets de vous faire parvenir sous ce pil une copie de la lettre que j'adresse à Monsieur le Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique, concernant les demandes de crédits, en vue de la modernisation technique du Laboratoire de Physique et Chimie Nucléaires du Collège de France et du Laboratoire de Physique Atomique du C.N.R.S. Je joins à cette lettre les documents relatifs à ses demandes.

J'ai adressé, en outre, à Monsieur l'Administrateur du Collège de France, des demandes pour couvrir les frais qui devraient être à la charge de cet établissement. Il s'agit des demandes suivantes :

1.) Aménagement de locaux, à chiffrer par les architectes du Collège de France.
 2.) Achat de machines-outils 11.577.000.-
 3.) Porter le crédit annuel de fonctionnement de cinq millions de France 15.000.000.-

Je me permets d'attirer votre attention sur l'intérêt de l'ensemble de nos demandes pour la modernisation technique de deux importants laboratoires de Physique Nucléaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

— P.J. — intitre à Monsieur le Directeur du C.N.R.S.
Dossier des demandes de crédits au C.N.R.S. pour la
Laboratoire de Physique et Chimie Nucléaires du Collège
de France et pour le Laboratoire de Synthèse Atomique
du C.N.R.S.

Doc 1 : Financement de la recherche en physique

Intervention de Frédéric Joliot sollicitant des crédits pour la modernisation technique du laboratoire de physique et chimie nucléaire du collège de France et du laboratoire de synthèse atomique du CNRS. 3 décembre 1952.

MAN. 82002-54, art. 38, June 122

Danzig André
Institut du RADIUM
Laboratoire d'URANIUM
11, Rue Pierre Curie, PARIS VI
TEL. 6444 1442
TELE. 15-40

Faculté des SCIENCES de PARIS
Groupe des CHARGÉS de RECHERCHE
Arrivée le 22 DEC 1951
N° A.B. Paris, le 22 Décembre
1951

Paris - 11. 12. 1951

Par avion le vendredi 1951

Le transfert s'effectue depuis
l'Institut du Radium
à l'Institut de Physique
de l'Université de Paris

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts

1. M. le Sous-Secrétaire d'Etat
à la Recherche Scientifique
65, Rue des Collèges
Paris 5^e

Des prévisions pour les besoins de l'Institut de Physique Nucléaire et Radiativité qui doit être construit à Orsay, comportent entre le synchrocyclotron de 100 MeV et le séparateur d'isotopes, un accélérateur de 2 MeV. La Commission qui s'est réunie en Septembre a émis l'avis qu'il devait accélérer.

Je désire préciser ici la destination de cet appareil : il doit servir à la recherche ménée à l'Institut de physique nucléaire aux faibles énergies, mais il doit aussi être utilisé pour la production de granates bimodales de croissance, essentiel pour la physique nucléaire, soit pour la production des très nombreux radionucléides qui y sont produits soit pour la production de froids atomiques d'ordre suffisamment élevé pour que le gérando-cyclotron ne servent pas à cette application. L'importance de telles recherches dans toute faidance à l'heure actuelle est indéniable. L'importance de ces radionucléides pour l'application de nos appareils pour préparer nous permet de constater que l'obtention d'elles va certainement nous aider à développer

Il existe toutes sortes de la part de l'appareil de 2 MW et particulièrement nécessaires pour le développement de l'entraînement des pilotes. Cependant, on voit le seul appareil qui pourra servir à l'entraînement des pilotes dans les conditions de vol normales, et à la préparation de radars utilisés dans l'aviation commerciale. Il est très importante de la formation des pilotes d'un cycle, préparation de soutien, étude de radars utilisés à visi morta, préparation et application des radars, repasser sur l'ingénierie de cet appareil.

À la suite de l'accord du principe de la Commission, j'ai fait procéder à une étude technique : l'appareil qui contenait ce travail avait été remis au type Cockcroft-Walton, sous prétexte, réalisée par l'Industrie PHILLIPS en un délai de deux ans. Nous avons tous les renseignements nécessaires pour tasser la contestation. Le prix serait de 40 millions de francs.

11

www.123RF.com

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma toute considération.

of first class

卷之三

Doc 2 : Institut de Physique nucléaire et radioactivité à Orsay
Correspondance de Irène Joliot-Curie sur la nécessité de construire un accélérateur de 2 MeV pour les besoins du futur Institut, 16 décembre 1954

COMITÉ CONSULTATIF DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE

n° 112/CCR.59.

OPTIONS ENVISAGEES AU COURS DE LA RÉUNION DU 20 MAI 1959

(Les titres sont provisoires)

Chaque option doit faire l'objet d'un rapport bref
(une page par exemple)

OPTIONS

RAPPORTEURS

I. GRANDES OPTIONS

Calcul effectif	III. LICHNEROWICZ
Macroscopie	BARDON
Biologie Moléculaire	LATASZYK
Génétique, Hérédité, Reproduction	DELOITTE
Nutrition	DELOITTE
Neurophysiologie et Psychopharmacologie	REINHARD
Cancer et Leucémie	REINHARD
Artificialisation	REINHARD
Processus électrocaiques	AIGRAIN
Conversion d'énergie	AIGRAIN

II. OPTIONS MINORES OU ACTIONS CONCÉTÉES

Plasmas	
Barres Pression et Températures	
Pédologie	
Physique des Très Basses Températures	
Métallurgie Physique	
Chimie des Rayonnements	
Geodansgraphie Physique	
Acoustique.	

23/5/1959.

Doc 3 : Les grands axes de recherche privilégiés par la DGRST
Mise à l'étude des options envisagées au cours de la réunion du 20 mai 1959
du CCRST. À noter la distinction entre grandes options et options mineures ou
actions concrètes, 1959

(AN, 81/0401, art 58, Basse 143)

A PROPOS DES RECENTS DÉBATS PARLEMENTAIRES CONCERNANT
LE FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

II - INTRODUCTION

(1) Schéma des structures existant au sein du ministère



La rédaction présente constitue la note administrative qui a été envoyée au CCRST, au CIRST, et à l'Assemblée Nationale, et au CERF, et à l'Académie

II - TABLEAU DES DÉPENSES DE RECHERCHE
En milliards d'années françaises

ANNÉE DES DÉPENSES	1958	1959	1960
I - CRÉDITS PUBLICS			
CCRST	18,8	21,8	23,7
CCRST, Comité Consultatif (122 experts)	17,1	17,3	18,3
Autres crédits administratifs	1,6	1,7	1,5
IG	0,6	1,2	1,1
TR	0,1	0,1	0,1
TR, Comité des Recherches Spéciales	0,1	0,1	0,1
Groupes de travail	0,1	0,1	0,1
Divers ministères	2,0	2,1	2,1
CGA	2,0	2,2	2,1
Études prévisionnelles	0,6	0,6	0,6
Statis	0,6	0,6	0,6
Chères ministères	0,6	1,2	1,2
Total	27,8	32,7	35,5
II - DÉPENSES SUR LA RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
III - FONDS			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
IV - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
V - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7	35,5
VI - DÉPENSES DE RECHERCHE			
Sur le total des dépenses de recherche	27,8	32,7</	

• 1998 年第 10 期 • 109

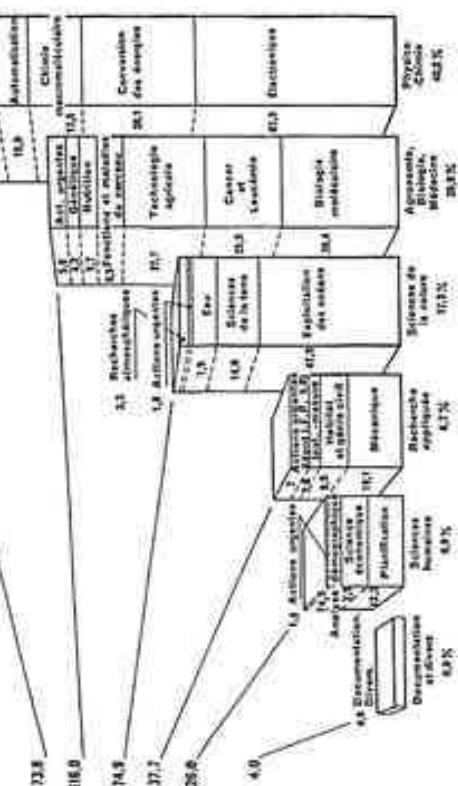
ESTATE PLANNING

Doc 5 : Statuts des chercheurs

Statistique sur l'effectif des chercheurs CNRS en sciences exactes et sciences humaines soumise aux membres du CCRST afin qu'ils soient en mesure de rendre un avis sur l'accroissement des effectifs, les modes de recrutement, la répartition des postes et la participation des chercheurs de cet organisme aux tâches d'enseignement, juin 1963

(Premiers essais de normalisation des statuts des chercheurs en vue d'accorder les possibilités de mutation des personnels de la recherche scientifique entre les différents organismes)

(AN. 8170401, art 61, latte 152)



— Crédits engagés par secteur de recherche (1961-1965)
(en millions de francs)

Doc 6: Elaboration de la Réglementation

Crédits engagés par secteurs en recherche fondamentale et appliquée de 1961 à 1965

(extrait de DGRST, *Les actions concerées, rapport d'activité, 1965*, p. 26) (Mission Recherche, MA 182)

4.10.63

Dotation globale
à la
recherche scientifique et
technique

Fonds de développement

449/04063

(en milliards de F)

PROJET DE RÉPARTITION DES CREDITS DE 1964
ENTRE LES ACTIONS CONCERTÉES DE LA LOI DE PROGRAMME
(Tableau du 21.05.63 modifié)

N° d'ordre	Sujets/Thèmes	Objectif but de programme	Autorisations du programme attribuées			Solde à attribuer	Observa- tions
			1.9.6.1	1.9.6.2	1.9.6.3		
1	Connaissance des énergies	38.800	17.507	8.400	9.000	20.003	10.000
2	Exploitation des molécules	44.000 (1)	19.450	11.500	8.500	19.550	4.450
3	Biologie moléculaire	39.000 (2)	13.002	7.707	6.300	27.000	32.000
4	Cancer et leucémie	25.000	6.031	6.000	7.000	12.000	6.000
5	fonctions et maladies du cerveau						
6	Application de la génétique	7.597	7.597	2.701	2.701	2.700	2.700
7	Nutrition animale et humaine	5.000	900	750	1.000	2.650	2.350
8	Analyses diagnostiques et économiques et sociales	3.000	900	1.350	1.250	3.500	1.500
9	Science économique et problèmes de développement indéterminé	4.000	1.000	900	1.000	2.900	1.100
10	Sciences agronomiques	6.070	1.650	1.301	1.500	4.450	1.550
11		16.507	4.501	3.000	2.000	9.500	7.000
12	A.P. université du 2. octobre 1960 n°92	58.027	44.000	41.000	163.000	47.000	
13	Report des crédits non attribués à l'année précédente					1.759	
14	A.P. disponibilité après report				41.209	40.739	

(1) Objectif initial fixé en 1961 à 40.000 et relevé à 44.000 en raison de la hausse du coût du travail dans le secteur public et privé
(2) Objectif initial fixé en 1961 à 43.571 et ramené à 39.000 par réduction du Programme de construction

Doc 7 : Dotation des 9 premières actions concertées pour les années 1961-1963
(Document de travail remis aux membres du CCRST en octobre 1963)
(AN, 81/0401, art 61, lissage 152)

COMITÉ CONSULTATIF
DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

PARIS, le 4 Juillet 1964

Le Président

Le Président du Comité Consultatif
de la Recherche Scientifique et Technique

3

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de la République,

En me faisant le grand honneur de m'accorder une audience le 15 Juin dernier et en manifestant l'instinction de présider, à la fin de l'année 1964, un Comité Interministériel consacré à l'examen des différents problèmes d'organisation et de structures, dont j'ai eu l'occasion de vous citer quelques exemples, vous avez bien voulu témoigner, au milieu de vos lourdes charges, l'intérêt que vous portez à la recherche scientifique et technique.

Cette marque d'intérêt a constitué un grand encouragement pour le Comité Consultatif de la Recherche Scientifique et Technique. Il estime, en effet, que le développement de la recherche est d'une importance telle qu'il se place au niveau du Chef de l'Etat puisqu'il commande, à long terme, la prospérité et l'indépendance de la Nation.

Je crois donc de mon devoir de porter à votre connaissance, comme ils me l'ont demandé, les préoccupations de mes collègues du Comité Consultatif. Ceux-ci sont conscient de la responsabilité qui leur a été confiée, par le décret du 28 novembre 1958, précisant que le Comité Consultatif est chargé de conseiller le Gouvernement " sur toutes les mesures tendant à développer la recherche scientifique et technique ".

Dans les circonstances présentes, il leur apparaît essentiel que l'activité de recherche reste inscrite parmi les préoccupations majeures du Gouvernement et qu'une attention particulière

....

- 2 -

continua à lui être portée.

A l'égard des problèmes de l'année 1965, Monsieur le Premier Ministre a bien voulu attribuer aux organismes de recherche des mesures nouvelles budgétaires qu'il n'avait pas initialement envisagées. Toutefois, le Comité Consultatif considère comme important de souligner que, malgré cet aménagement, les rigueurs budgétaires auxquelles le Gouvernement doit faire face provoquent, en s'appliquant avec une sévérité excessive à la recherche scientifique, un temps d'arrêt par rapport au développement remarquable et fructueux réalisé au cours des récentes années. Ce temps d'arrêt - alors que le retard français dans certains domaines reste préoccupant - engendrera inévitablement difficultés et régressions. Il sera ensuite très difficile de rattraper la perte de potentiel scientifique correspondant et les conséquences de cet arrêt hypothèqueront longtemps l'avenir du pays.

Le Comité Consultatif vous communiquera ses convictions que toute rupture de croissance compromet nos chances de survie dans la guerre économique actuelle, l'effort scientifique des autres nations industrialisées s'accroissant de façon continue.

Le Comité Consultatif a déjà donné son avis dans le rapport destiné au Comité Interministériel de la Recherche. Néanmoins, il lui est apparu de son devoir de vous informer directement de la gravité de l'incident.

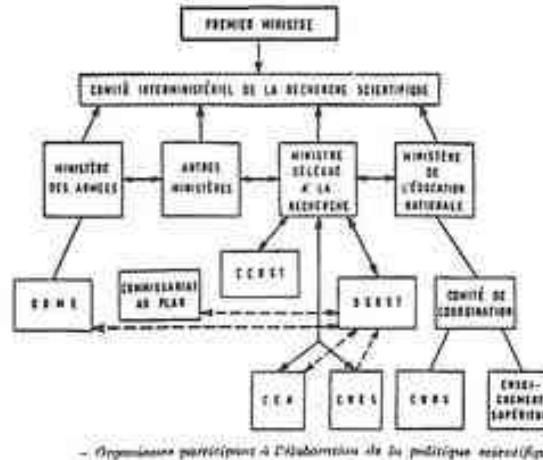
En vous remerciant l'expression de ma reconnaissance pour l'intérêt que vous avez bien voulu manifester à l'égard des problèmes que pose le développement de la recherche scientifique, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma très haute considération et de mon très respectueux dévouement.

André BLANC-LAPERRIERE

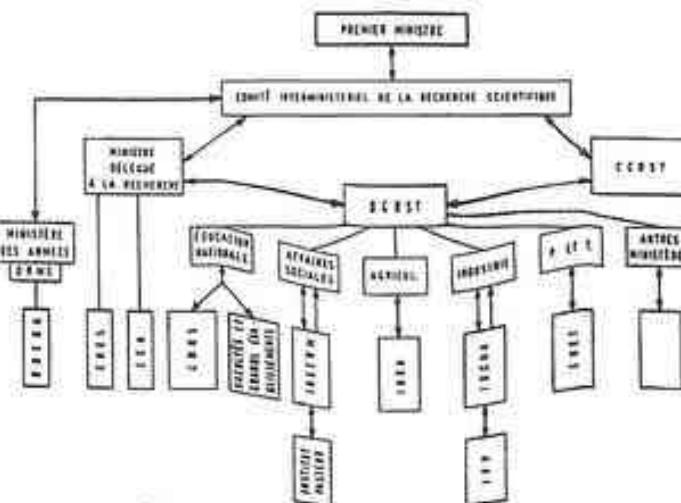
Doc 8 : Politique de la Recherche

Lettre de M. Blanc-Lapiere, Président du CCRST, adressée au Président de la République sur les orientations prises par le Gouvernement en matière de recherche et son financement, 4 juillet 1964

(AN. 81/0401, art. 62, classe 154)



¹⁰ *Quelques participants à l'Assemblée de la police syndicale*



– *Structure, administration, and organization of the state*

Structures administratives de la Recherche et organismes participant à l'élaboration de la politique scientifique, 1966 (Schéma extraits de Maréchal (André), *l'élaboration de la politique scientifique en France* (Rome, 1966).
(Mission Recherche, RE 104 supplément)

A R R E T É

Le Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,

VU le décret 58-1144 du 28 novembre 1958 concernant la recherche scientifique et technique, et notamment son article 4,

VU le décret 68-517 du 4 Juin 1968 relatif aux attributions du Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales,

Sur rapport du Délégué Général à la recherche scientifique et technique,

A R R E T É :

Article 1er. - Il est créé un Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique ayant pour mission de soumettre au Ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, toutes propositions relatives aux nouvelles structures consultatives qui seront chargées d'assister le Gouvernement dans la définition de la politique nationale de recherche et de développement.

Le Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique pourra, sur toutes questions relevant de sa compétence, prendre avis du Conseil provisoire.

Le secrétariat du Conseil provisoire sera assuré par la Délégation Générale à la recherche scientifique et technique.

Article 2. - Le Conseil provisoire sera composé des douze membres en exercice du Comité Consultatif de la Recherche scientifique et technique, ainsi que de douze représentants élus des personnels chercheurs, techniques et administratifs appartenant soit aux services ou établissements de l'Etat ou soumis à sa tutelle, soit aux laboratoires de recherche du secteur industriel.

.../...

- 2 -

Un arrêté définira la liste des laboratoires ou établissements dont les personnels seront représentés au Conseil provisoire, ainsi que les modalités d'organisation et de déroulement du scrutin.

Article 3. - Le Délégué Général à la Recherche Scientifique et Technique est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 5 Juin 1968

Le Ministre chargé de la Recherche Scientifique et des questions Atomiques et Spatiales

Christian de LA MALEINE

Doc 10 : Acte de naissance du CPST
 Arrêté du 5 juin 1968 portant création du Conseil provisoire de la politique de recherche scientifique et technique
(Mission Recherche, RE 104 supplément)

Achevé d'imprimer en juin 1993
sur presse Variquik
dans les ateliers de la SAGM à Country

Dépôt légal : juin 1993
N° d'imprimeur 377

Ces *Cahiers pour l'Histoire de la Recherche* font suite à la précédente série de dix *Cahiers pour l'Histoire du CNRS* où furent publiés les travaux suscités par le colloque historique du cinquantenaire du Centre national de la recherche scientifique organisé en 1989.

Cette nouvelle série de cahiers, lancée à l'instigation de la direction du CNRS, doit servir de support éditorial à des travaux individuels et collectifs sur l'histoire contemporaine de la recherche, dans une perspective comparative, à travers les disciplines, les hommes, les institutions et les lieux où elle s'effectue. Ces cahiers publieront aussi des outils d'aide aux chercheurs comme ce numéro consacré à l'inventaire des archives du ministère de la recherche.

Cet inventaire se veut un guide qui permettra au chercheur d'embrasser, non seulement les fonds d'archives ministérielles, mais aussi ceux d'instances comme le Comité consultatif de la Recherche scientifique et technique (CCRST), le Conseil supérieur de la Recherche scientifique et du Progrès technique (CSRST) ainsi que la Délégation générale à la Recherche scientifique et technique (DGRST).

Si, en parcourant cette première livraison des *Cahiers pour l'Histoire de la Recherche*, le lecteur perçoit l'irremplaçable contribution que ces archives peuvent apporter à l'histoire des sciences comme à celle des grandes orientations politiques prises en France en matière de recherche depuis les années 50, la Mission des Archives nationales s'en trouvera vivement encouragée dans la poursuite de sa tâche. Car, pour l'archiviste, le trésor sauvegardé n'acquiert de valeur que s'il devient un savoir plus largement mis en commun.



9 782271 050212

Prix : 90 FF
ISBN : 2-271-05021-9